

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Patrie

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

ITIE TOGO

**COLLECTE ET RÉCONCILIATION DES PAIEMENTS EFFECTUES
PAR LES INDUSTRIES EXTRACTIVES A L'ETAT ET LES
RECETTES PERCUES PAR L'ETAT DES DITES INDUSTRIES
POUR L'ANNEE 2010**

Mars 2012



TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| RESUME DES CONSTATATIONS | 4 |
| Limitations aux travaux de réconciliation | 4 |
| Principales constatations des travaux de réconciliation | 5 |
| 1. INTRODUCTION | 8 |
| 1.1 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) | 8 |
| 1.2 L'ITIE au Togo | 10 |
| 1.3 Le contexte national du secteur extractif au Togo | 11 |
| 2. OBJECTIFS ET CHAMP COUVERT PAR LA MISSION | 13 |
| 2.1 Objectifs de la mission | 13 |
| 2.2 Les sociétés extractives faisant l'objet de la réconciliation | 13 |
| 2.3 Les centres de perception des paiements dus par les sociétés extractives..... | 17 |
| 2.4 Les flux et taxes soumis aux travaux de réconciliation | 17 |
| 2.5 Matérialité | 21 |
| 3. APPROCHE ET METHODOLOGIE | 21 |
| 3.1 Approche | 21 |
| 3.2 Méthodologie adoptée | 23 |
| 4. RESULTATS DES TRAVAUX..... | 26 |
| 4.1 Tableaux de réconciliation par société extractive..... | 26 |
| 4.2 Tableaux de réconciliation par nature de flux de paiement..... | 28 |
| 4.3 Les ajustements | 31 |
| 5. ECARTS DEFINITIFS NON RECONCILIES | 34 |
| 6. ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR EXTRACTIF COUVERT | 37 |
| 6.1 Contribution du secteur extractif par activité | 37 |
| 6.2 Contribution des flux..... | 37 |
| 6.3 Revenus déclarés dans le présent rapport ITIE au prorata des revenus du Gouvernement et du PNB | 37 |
| 7. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS..... | 38 |
| 8. CONCLUSIONS | 40 |
| ANNEXES | 41 |
| Annexe 1 : Tableaux de production déclarée par les sociétés extractives | 42 |
| Annexe 2 : Répartition des titres miniers par société extractive ⁽¹⁾ | 43 |
| Annexe 3 : Fiche signalétique des sociétés incluses au référentiel ITIE 2010 | 46 |
| Annexe 4 : Tableaux de réconciliation par société..... | 47 |
| Annexe 5 : Tableaux des contributions volontaires déclarées par les sociétés extractives | 66 |
| Annexe 6 : Tableau des avis de certification des formulaires de déclaration | 67 |
| Annexe 7 : Formulaire de déclaration ITIE Togo 2010 | 68 |
| Annexe 8 : Personnes contactées ou concernées par la réconciliation..... | 72 |

LISTE DES ABREVIATIONS

| | |
|----------|---|
| CNS-ITIE | Conseil National de Supervision ITIE |
| CNSS | Caisse Nationale de Sécurité Sociale |
| DD | Droits de Douanes |
| DE | Direction de l'Environnement |
| DGD | Direction Générale des Douanes |
| DGH | Direction Générale des Hydrocarbures |
| DGI | Direction Générale des Impôts |
| DGMG | Direction Générale des Mines et de la Géologie |
| DGTCP | Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique |
| DT | Droits et Taxes |
| IMF | Impôt Minimum Forfaitaire |
| IRCM | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers |
| IRPP | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques |
| IS | Impôt sur les Sociétés |
| ITIE | Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives |
| PC | Prélèvement Communautaire |
| PCS | Prélèvement Communautaire de Solidarité |
| RAS | Retenue à la Source |
| RI | Redevance Informatique |
| RS | Redevances Statistiques |
| SNPT | Société Nouvelle des Phosphates du Togo |
| TCS | Taxe Complémentaires sur Salaires |
| TdE | Société Togolaise des Eaux |
| TP | Trésor Public |
| TS | Taxe sur Salaires |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| VD | Valeur en Douane |

RESUME DES CONSTATATIONS

La réconciliation des paiements et des recettes du secteur des industries extractives couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 a été conduite par les experts de Moore Stephens sur la période allant du 30 janvier 2012 au 1^{er} mars 2012 dans les locaux du Secrétariat Technique de l'ITIE Togo.

La mission a été conduite en deux interventions :

- la première s'est déroulée durant la période allant du 30 janvier au 9 février 2012. Elle avait pour objectif la revue des formulaires de déclaration préparés par le Secrétariat Technique sur la base des résultats de l'étude de cadrage qu'elle a conduite préalablement à notre intervention ainsi que sur la base de la réglementation en vigueur. Cette intervention a été clôturée par la proposition d'un nouveau formulaire de déclaration et par la tenue d'un atelier de formation sur le dit formulaire et les instructions de reporting aux parties prenantes, ainsi que l'envoi desdits formulaires ;
- la deuxième intervention s'est déroulée du 21 février au 1^{er} mars et a été dédiée aux travaux de réconciliation des paiements et des recettes extractives déclarées par les parties prenantes. A la fin de cette intervention, un mémorandum des constatations clés a été présenté au Coordinateur National de l'ITIE Togo lors d'une réunion tenue le 1^{er} mars 2012.

Nos travaux de réconciliation ont été conduites conformément aux Termes de Référence inclus dans la Demande de Propositions et tels qu'approuvés par le Comité de Pilotage.

La mission consiste en une réconciliation détaillée des flux des paiements effectués par les sociétés extractives tels que déclarés par ces dernières avec les recettes fournies par les différentes sociétés et administrations publiques togolaises.

L'objectif ultime de cette réconciliation est d'aider le Gouvernement du Togo et les différentes parties prenantes à déterminer la contribution du secteur extractif à l'économie et au développement social du pays ainsi que d'améliorer la transparence et la responsabilité dans le secteur extractif.

Limitations aux travaux de réconciliation

- i. Les données reçues de la part de la Direction Générale des Douanes (DGD) ne sont pas exhaustives.

Suite à notre entretien avec le Directeur Adjoint Comptabilité et Informatique, nous avons été informés que les données sur les recettes encaissées durant la période allant du 29 octobre 2010 au 24 décembre 2010 ne peuvent pas être extraites du système d'information suite à des problèmes informatiques et conséquent n'ont pas pu être reportées au niveau des formulaires de déclaration.

De même, la DGD n'a pas reporté les montants encaissés au titre des frais d'enregistrement au niveau desdits formulaires. Selon le Directeur Adjoint Comptabilité et Informatique, ces frais sont gérés manuellement et l'information ne peut pas être extraite du système d'information de la DGD.

Cette situation n'a pas permis de réconcilier les écarts relevés sur la période susmentionnée ainsi que sur les frais d'enregistrement reportés par les sociétés extractives.

- ii. Les paiements effectués à la DGD par les sociétés Colas, BB/Eau Vitale, Voltic, SNPT et Horizon Oxygène Clever ont été reportés d'une manière regroupée et non par type de taxe comme prévu dans les instructions de reporting.

Cette situation ne nous a pas permis de réconcilier lesdits paiements et d'analyser les écarts résiduels.

- iii. Les formulaires de déclaration réceptionnés de la part de la DGI n'ont pas inclus les paiements manuels encaissés au niveau des recettes des communes. Bien que ces montants aient été confirmés, suite à des demandes d'éclaircissement, la DGI n'était pas en mesure de nous donner une confirmation par quittance.

Les ajustements des écarts résultants de cette situation ont été effectués en se basant sur le détail soumis par les sociétés extractives et une confirmation écrite de la part de la DGI.

- iv. Les coordonnées de quatre (4) sociétés (Silverhill Entreprises, Global Merchants, Future Investment et Togo Minerals) retenues dans le référentiel ITIE 2010 n'ont pas pu être obtenues pour l'envoi des formulaires de déclaration.

Par conséquent, les flux et taxes payés par ces sociétés n'ont pas pu être réconciliés dans le cadre du présent rapport.

- v. Une société du secteur privé (EBOMAF) n'a pas soumis de formulaire de déclaration malgré les relances effectuées par le Secrétariat Technique.

Par conséquent, les flux et taxes relatifs à cette entité n'ont pas pu être réconciliés dans le cadre du présent rapport.

- vi. La DGD n'as pas soumis de formulaire de déclaration pour la société Togo Carrière.

Par conséquent, les flux et taxes payés à la douane et reportés par Togo Carrière n'ont pas pu être réconciliés dans le cadre du présent rapport.

Principales constatations des travaux de réconciliation

Les principales constatations de nos travaux sont les suivantes :

1. Sur un total de vingt deux (22) sociétés extractives retenues pour les travaux de réconciliation :
 - quatre (4) sociétés n'ont pas pu être contactées pour l'envoi du formulaire de déclaration. Il s'agit de :
 - Silverhill Entreprises ;
 - Global Merchants ;
 - Future Investment ; et
 - Togo Minerals.
 - une (1) société n'a pas communiqué son formulaire de déclaration (EBOMAF)
2. Parmi les 17 sociétés du secteur ayant soumis des formulaires de déclaration, 10 sociétés n'ont pas soumis de formulaires certifiés par un auditeur externe. Il s'agit de :

| | |
|-------------------|---------------------------|
| 1. Scantogo Mines | 6. Les Aigles |
| 2. Togo Rail | 7. CEMAT Industries |
| 3. Togo Carrière | 8. BB/Eau Vitale |
| 4. Colas | 9. Horizon Oxygène Clever |
| 5. ENCOTRA | 10. TdE |

3. En ce qui concerne les entités et administrations publiques qui ont été retenues dans le référentiel ITIE 2010, seule la CNSS a pu soumettre des formulaires de déclaration audités et certifiés. Les travaux de la Cour des Comptes étant encore en cours pour l'audit des formulaires de déclaration des autres administrations publiques à la date de l'émission du présent rapport.
4. Le référentiel ITIE 2010 inclut six (6) sociétés pour lesquelles l'industrie extractive est une activité secondaire. En absence d'une comptabilité analytique au niveau des sociétés extractives et des administrations publiques permettant de distinguer les paiements effectués au titre de l'activité extractive, la réconciliation a été faite pour l'ensemble des paiements.

Cette situation ne permet pas d'avoir une évaluation fiable de la contribution des activités extractives desdites sociétés qui se trouve majorée pour le cas d'espèce.

5. Le total des écarts entre les flux de paiement déclarés par les sociétés extractives et les organismes de l'Etat perceuteur desdits flux s'élevait au titre de l'exercice 2010 avant les travaux de réconciliation à **1,735,673,974 FCFA**, se détaillant comme suit :

| | Total déclaré par les sociétés extractives (FCFA) | Montant perçu par l'Etat (FCFA) | Ecart constaté (FCFA) | % |
|-------------------------------------|---|---------------------------------|-----------------------|-------------|
| Total des paiements déclarés | 33,676,702,207 | 31,941,028,233 | 1,735,673,974 | 5.4% |

6. A la fin des travaux de réconciliation, la somme des écarts définitifs des flux de paiement s'élève à **1,705,251,288 FCFA**. Ces écarts se détaillent comme suit :

| | Total déclaré par les sociétés extractives (FCFA) | Montant perçu par l'Etat (FCFA) | Ecart constaté (FCFA) | % |
|-------------------------------------|---|---------------------------------|-----------------------|-------------|
| Total des paiements déclarés | 31,468,967,909 | 29,763,716,621 | 1,705,251,288 | 5.7% |

Les catégories des ajustements effectués lors des travaux de rapprochement et les valeurs correspondantes sont détaillées dans la sous-section 4.3 du présent rapport.

7. L'écart résiduel non réconcilié s'analyse comme suit :

| | Ecart résiduel sur flux de paiements (FCFA) |
|--|---|
| Déclarations non communiquées par les sociétés extractives | (1,346,250) |
| Déclarations non communiquées par l'Etat | 19,955,666 |
| Ecart sur déclarations soumises | 1,686,641,872 |
| Total différences | 1,705,251,288 |

Les écarts définitifs constatés par taxe et par société extractive sont détaillés dans la section 5 du présent rapport.

8. Le total des paiements au titre de contributions volontaires aux projets sociaux reportés par les sociétés extractives au titre de l'exercice 2010 s'élèvent à **1,151,091,437 FCFA** et se détaillent comme suit :

| | Total paiements déclarés (FCFA) |
|--|---------------------------------|
| SNPT | 1,103,651,437 |
| WACEM | 26,720,000 |
| Horizon Oxygène Clever Sarl | 14,050,000 |
| ENCOTRA | 6,670,000 |
| Total des paiements sur projets sociaux | 1,151,091,437 |

Les contributions volontaires aux projets sociaux sont déclarées d'une manière unilatérale par les sociétés extractives et n'ont pas fait l'objet de réconciliation. Ces contributions sont détaillées par nature et par bénéficiaire en annexe 5.



Paul Stockton
Associé
Moore Stephens LLP

150 Aldersgate Street
London EC1A 4AB

28 Mars 2012

1. INTRODUCTION

1.1 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

1.1.1 Création

La création de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) a d'abord été annoncée lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002 (le Sommet de la Terre 2002) et a été lancée officiellement à Londres en 2003. Elle a été fondée sur la reconnaissance du fait que malgré que le pétrole, le gaz et les ressources minérales puissent aider à élever le niveau de vie à travers le monde, cela peut souvent conduire à la corruption et à des conflits ainsi qu'une baisse de la qualité de vie des populations dans les pays où la gestion de ces ressources est inadéquate.

En conséquence, l'initiative vise une meilleure transparence par la publication des paiements des taxes et impôts des sociétés opérant dans le secteur minier et la divulgation par les organisations gouvernementales des recettes provenant de ces sociétés. L'ITIE a donc favorisé une meilleure gestion de ces ressources dans les pays riches en pétrole, en gaz et en ressources minérales et vise à réduire le risque de détournement des fonds générés par l'exploitation des ressources de l'industrie extractive des pays. Ceci est réalisé à travers la coopération entre les gouvernements, les entreprises du secteur minier, les groupes de la société civile, les investisseurs et les organisations internationales.

Il y a une structure officielle pour l'admission des pays dans l'ITIE dans laquelle les Gouvernements, désirant une admission pour devenir un candidat ITIE, doivent répondre à cinq exigences :

1. Le gouvernement doit effectuer une déclaration publique, sans équivoque, de son intention de mettre en œuvre l'ITIE ;
2. Le gouvernement doit s'engager à travailler avec la société civile et les entreprises pour mettre en œuvre l'ITIE ;
3. Le gouvernement doit nommer un haut responsable chargé de diriger la mise en œuvre de l'ITIE ;
4. Le gouvernement doit mettre en place un groupe multipartite chargé de superviser la mise en œuvre de l'ITIE ; et
5. En consultation avec les parties prenantes clés de l'ITIE, le groupe multipartite doit convenir et publier un plan de travail national chiffré contenant des objectifs mesurables et un échéancier de mise en œuvre, et comprenant une évaluation des contraintes de capacité.

Une fois accepté comme un candidat de l'ITIE, le pays essaiera par la suite de devenir un pays totalement conforme aux normes ITIE. Il s'agit de la nomination d'un administrateur « crédible et indépendant » et de la communication et la diffusion de l'information sur les paiements de pétrole, de gaz et des sociétés minières au gouvernement conformément aux normes (soumis aux contrôles du processus afin d'assurer que cette information est complète, compréhensible et précise). On accorde aux pays candidats un délai raisonnable (généralement de 30 mois) pour devenir un membre conforme aux normes ITIE.

Actuellement, 62 des plus importantes sociétés du monde opérant dans le secteur pétrolier, de gaz et des ressources minières soutiennent et participent activement au processus de l'ITIE. Ceci est fait à travers des engagements au niveau international ou par des associations industrielles. En outre, l'ITIE a obtenu le soutien de plus de 80 institutions mondiales d'investissement qui gèrent collectivement plus de 16 Milliards de Dollars américains.

1.1.2 Principes généraux

L'ITIE établit une norme internationale permettant aux entreprises de publier les sommes qu'elles payent et aux gouvernements de divulguer leurs revenus.

3,5 milliards de personnes vivent dans des pays riches en pétrole, gaz et minerais. Avec une bonne gouvernance, l'exploitation de ces ressources peut générer des revenus importants pour promouvoir la croissance et diminuer la pauvreté. Cependant, lorsque la gouvernance est faible, elle peut conduire vers la pauvreté, la corruption et le conflit. L'ITIE vise à renforcer la gouvernance en améliorant la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives.

L'objectif de l'initiative est de veiller à une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources à travers la vérification et la publication complète des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les gouvernements provenant du pétrole, du gaz et des minerais.

L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes venant de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. En 2005, l'ITIE a mené une consultation prolongée et exhaustive pour tracer l'avenir de l'initiative. Celle-ci a été réalisée par le Groupe international consultatif (GIC). Le GIC a produit un rapport contenant la structure de gouvernance, la méthodologie approuvée et la direction future de l'ITIE.

La méthodologie de l'initiative est robuste mais flexible qui garantit le maintien d'une norme globale dans les différents pays exécutants. Le Conseil d'administration de l'ITIE et le Secrétariat International sont les garants de cette méthodologie. Cependant, chaque pays doit élaborer son propre modèle de mise en œuvre. L'ITIE, en un mot, est une norme développée à l'échelle internationale qui favorise la transparence des revenus à l'échelle locale.

Le Livre source de l'ITIE fournit des conseils pour les pays et les entreprises qui souhaitent mettre en œuvre l'initiative. Les Règles de L'ITIE, comprenant le Guide de validation, établit la méthodologie que doivent suivre les pays pour devenir pleinement conformes à l'ITIE.

1.1.3 Avantages

L'implantation de l'ITIE apporte une gamme étendue d'avantages :

- Les gouvernements bénéficient de la mise en œuvre d'une procédure standardisée et reconnue internationalement pour la transparence dans la gestion des ressources naturelles. Avec des revenus pétroliers, gaziers et miniers grimpants, les attentes des citoyens sont à la hausse. La mise en œuvre de l'ITIE développe la capacité de gouvernance, améliore la crédibilité internationale, et affirme que le gouvernement est engagé à combattre la corruption.
- Le climat d'investissement est amélioré par la mise en œuvre de l'ITIE. L'engagement, à rapprocher les paiements des entreprises et les revenus des gouvernements suivant un procédé multipartite, indique une volonté de mettre en place la bonne gouvernance.
- Les entreprises profitent du climat d'investissement amélioré résultant de la transparence et d'une bonne gouvernance.
- La sécurité énergétique est améliorée pour les pays importateurs d'énergie qui bénéficient d'une meilleure stabilité dans les pays fournisseurs. Cette stabilité augmentée encourage les investissements à long terme dans la production et assure ainsi un approvisionnement plus stable.

1.1.4 Implantation dans les pays

Pour devenir un candidat de l'ITIE, le pays exécutant doit satisfaire les cinq exigences en matière d'adhésion. Lorsqu'ils sont assurés, la mise en œuvre de l'ITIE comprend une gamme d'activités pour renforcer la transparence des revenus des ressources. Ces activités sont documentées dans les plans d'action des pays.

Pour obtenir et maintenir le statut de conformité de l'ITIE - ou pour maintenir le statut de candidat - le pays doit compléter une validation de l'ITIE. La validation est un élément essentiel de l'ITIE en tant que norme internationale. Elle permet une évaluation indépendante des avancées des pays exécutants par rapport à l'ITIE et des mesures qu'ils doivent adopter pour permettre de meilleurs et plus rapides progrès. Cette évaluation est réalisée par un validateur indépendant choisi par le pays exécutant, en suivant la méthodologie déterminée par les Règles de l'ITIE. Le Conseil d'Administration de l'ITIE supervise le procédé de validation et examine les rapports de validation.

Si le conseil d'administration juge qu'un pays a répondu à tous les critères de validation, le pays sera reconnu comme étant conforme aux exigences de l'ITIE. Lorsque le rapport de validation montre qu'un pays a fait des progrès mais ne répond pas à tous les critères de l'ITIE, le pays reste candidat. Lorsque la validation ne montre aucun progrès significatif, le Conseil d'Administration peut révoquer le statut candidat du pays.

Plusieurs pays candidats se soumettent actuellement à la procédure de validation dont la République Togolaise.

1.2 L'ITIE au Togo

1.2.1 Mise en œuvre de l'ITIE au Togo

Le Togo compte parmi les plus grands producteurs de phosphate d'Afrique. Le Togo possède également d'importantes réserves de minerai de fer et de vastes gisements de marbre et de roches calcaires.

Dans le souci de promouvoir la bonne gouvernance et la transparence du secteur extractif, le Togo a décidé en 2009 d'adhérer à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

L'ITIE-Togo est mise en œuvre conformément aux dispositions du décret n°2010-024/PR du 30 mars 2010 portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre de l'ITIE au Togo.

Le Togo a été accepté en tant que pays Candidat à l'ITIE lors de la réunion du Conseil d'Administration de l'ITIE le 19 octobre 2010. Conformément aux dispositions transitoires sur l'entrée en vigueur de l'édition 2011 des Règles de l'ITIE, le Togo s'est vu accordé par le Conseil de l'ITIE une prolongation de son délai pour achever la validation. Ce délai est à présent fixé au 18 avril 2013.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la publication du premier rapport ITIE du Togo conformément à l'exigence 10 des règles ITIE (Edition 2011).

1.2.2 Gouvernance de l'ITIE au Togo

La structure de l'ITIE au Togo compte 3 organes créés en mars 2010 : un Conseil National de Supervision (CNS-ITIE), présidé par le Premier Ministre, un Comité de Pilotage présidé par le Ministre de l'Energie et des Mines et un Secrétariat Technique placé sous l'autorité du Coordonnateur National nommé par décret.

Le Conseil National de Supervision (CNS-ITIE) a pour mission de définir les grandes orientations politiques et stratégiques de l'ITIE et de superviser la mise en œuvre du processus ainsi que l'évaluation de son impact sur le développement durable et la réduction de la pauvreté. Le CNS-ITIE dispose d'une structure tripartite incluant des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile.

Le Comité de Pilotage a pour mission l'exécution des orientations politiques et stratégiques arrêtés par le CNS-ITIE. Dans ce cadre, le Comité de Pilotage est chargé de la mise en œuvre et du suivi selon une démarche participative, de l'ITIE Togo, en vue de garantir une contribution optimale des recettes générées par l'exploitation des ressources minérales au développement économique du pays et à la réduction de la pauvreté. Le Comité de Pilotage dispose également d'une structure tripartite incluant des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile.

Le Secrétariat Technique est chargé de l'exécution des décisions des instances dirigeantes, à savoir le Conseil National de Supervision et le Comité de Pilotage, et de la gestion quotidienne des activités de mise en œuvre du processus ITIE au Togo.

1.3 Le contexte national du secteur extractif au Togo

1.3.1 Secteur du pétrole

Le secteur du pétrole est régi par la Loi n°99-003 portant promulgation du Code des Hydrocarbures le 18 février 1999.

Pour le moment, le Togo n'est pas producteur de pétrole. Cependant des travaux sismiques réalisés en offshore sur toute la côte ont décelé des zones favorables à une exploitation industrielle. Les travaux d'exploration sont actuellement réalisés par la société ENI Togo qui a obtenu un permis de recherche et d'exploration offshore en octobre 2010.

1.3.2 Secteur des mines

Le secteur minier est régi en 2010 par la Loi n°96-004/PR du 26 février 1996 portant promulgation du Code Minier telle que modifiée par la Loi n°2003-012. Dans le cadre des réformes entamées par le Togo dans le secteur minier, un avant projet d'un nouveau Code Minier est en cours de validation en concertation avec les parties prenantes à l'échelle nationale.

Le Togo a connu un important développement des travaux d'exploitation minière depuis les époques coloniales allemande et française. L'exploitation minière proprement dite avec une usine de traitement de minerai a commencé en 1961 avec l'exploitation industrielle du phosphate dans la région maritime et plus précisément à Hahotoé.

En 1975 l'exploitation industrielle du calcaire a débuté à Tabligbo avec l'installation d'une usine de fabrication de clinker. Ce gisement est actuellement partagé entre deux sociétés : WACEM et Scantogo Mines pour la production du ciment. En 2006 un permis a été accordé à MM Mining pour l'exploitation du gisement de fer à Bangéli dans la région de la Kara.

Les activités minières (prospection, recherche et exploitation) peuvent être opérées dans le cadre d'autorisation artisanale si elles sont entreprises par des personnes physiques et d'une manière essentiellement non mécanisées.

1.3.3 Secteur des eaux

En dehors des ressources minières, il faut signaler l'exploitation des nappes phréatiques pour la production de l'eau minérale. Actuellement quatre sociétés dont une appartenant à l'Etat togolais se partagent le marché (TdE, Voltic, Eau vitale et Horizon Oxygène Clever Sarl).

1.3.4 Les types de minerais

Les principales substances minérales identifiées selon le Code Minier togolais sont les suivantes :

Les matériaux de construction qui désignent les substances minérales non métalliques utilisées pour la construction ou les travaux publics, ils regroupent le sable, le gravier, le granulats, l'argile, la latérite, l'ardoise, le granite, le marbre et les pierres ornementales.

Les minéraux industriels qui désignent les minéraux à usage agricole ou industriel. Ils regroupent les phosphates, le calcaire, les nitrates, les sels alcalins et associés, les argiles céramiques et autres, le gypse, la barytine, le charbon, le lignite, la tourbe, le soufre, le sable de verre, le talc, le disthène, le rutile et l'ilménite.

Les métaux de base qui sont constitués par le cuivre, le plomb, le zinc et l'aluminium.

Les métaux précieux qui sont constitués par l'argent, l'or, le platine et autres métaux du groupe platine.

Les pierres précieuses et semi-précieuses qui sont constitués par le diamant, l'émeraude, le rubis, le saphir, le zircon, le jade, le grenat gemme et l'aigue-marine.

Les substances minérales stratégiques qui désignent les minéraux radioactifs (uranium et thorium), le béryllium et ses composés, ainsi que les terres rares.

Les eaux minérales qui désignent les eaux ayant les caractéristiques d'eau potable ou les eaux à partir desquelles des substances minérales peuvent être extraites pour l'exploitation économique.

2. OBJECTIFS ET CHAMP COUVERT PAR LA MISSION

2.1 Objectifs de la mission

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE en République Togolaise. Le référentiel des flux d'avantages considérés et des entreprises et des organismes à prendre en compte pour l'élaboration de ce rapport a été défini par le Comité de Pilotage, et relève de sa propre responsabilité.

Notre travail de réconciliation des paiements et des recettes minières au titre de l'exercice 2010, comprend selon les Termes de Référence :

- une analyse des documents déjà préparés par le Comité de Pilotage de l'ITIE à savoir la liste des déclarants (sociétés et organismes de l'Etat) concernés par l'exercice de réconciliation, des impôts et taxes retenus ainsi que les formulaires de déclaration, et la proposition par la suite de toute modification nécessaire ;
- examiner les formulaires de déclaration élaborés par le Secrétariat Technique au vu des résultats de l'étude de cadrage qu'elle a déjà conduite et de la réglementation en vigueur dans le secteur extractif au Togo et proposer les modifications nécessaires ;
- échanger avec les parties prenantes sur le déroulement de la mission et sur la préparation des formulaires de déclaration;
- l'animation d'un atelier de formation à l'intention des parties prenantes et en vue de présenter le formulaire de déclaration et les instructions de reporting ;
- la collecte et le rapprochement entre les flux des paiements effectués par les entreprises extractives et la réconciliation avec les revenus perçus par les administrations ou toutes autres personnes morales rentrant dans le champ de réconciliation ;
- vérifier que les déclarations faites par les industries extractives et les organismes de l'Etat sont préalablement visées et certifiées conformes aux comptes audités par les commissaires aux comptes out par l'autorité compétente ;
- l'identification et le traitement des écarts ; et
- faire toute recommandation utile pour corriger les insuffisances et dysfonctionnements constatés.

2.2 Les sociétés extractives faisant l'objet de la réconciliation

Selon les Termes de Référence le champ des sociétés faisant l'objet de la réconciliation des flux des paiements devrait couvrir les sociétés d'exploitation minières, des roches concassées, de l'eau et du pétrole.

Lors du démarrage de la mission, et suite à l'analyse de la liste des déclarants déjà préparée par le Comité de Pilotage de l'ITIE, 21 sociétés ont été retenues dans le périmètre de réconciliation pour l'exercice 2010. Ces sociétés sont les suivantes :

Exploitation Minière

1. SNPT*
2. WACEM
3. MM Mining
4. Scantogo Mines

Exploration Minière

5. G&B African Resources
6. RRCC
7. Silverhill Entreprises Ltd
8. Global Merchants
9. Future Investment
10. Togo Minerals sa

Exploration pétrolières

- 11 ENI Togo

Exploitation de roche

12. Togo Rail
13. Togo carrière
14. Colas
15. ENCOTRA
16. CEMAT Industrie
17. EBOMAF

Exploitation de nappe souterraine

18. Voltic
29. BB/Eau Vitale
20. Horizon Oxygène Clever Sarl
- 21 Société Togolaise des Eaux (TdE)*

(*) *Société nationale*

Un tableau détaillant au 31 décembre 2010 les titres miniers par entreprises extractive ainsi que les fiches signalétiques de ces dernières, sont présentés respectivement en Annexes 2 et 3.

Dans le cadre de l'étude de cadrage conduite par la Cellule Collecte et Traitement des Données, le Secrétariat Technique a exclu 8 sociétés ainsi que les personnes physiques opérant dans le cadre d'autorisations artisanales. Le détail des exclusions du référentiel ITIE 2010 se présente comme suit :

| Sociétés | Secteur/Activité | Cause d'exclusion du Référentiel ITIE 2010 |
|---------------------|---|--|
| 1. SOLTRANS | Ventes de substances minérales précieuses | Activité commerciale ne faisant pas partie du secteur extractif minier. |
| 2. WAFEX | Ventes de substances minérales précieuses | Activité commerciale ne faisant pas partie du secteur extractif minier. |
| 3. Pomar Togo SA | Extraction Minière | Les activités ont commencé en 2011. Pas de paiement enregistré en 2010 selon l'étude de cadrage effectué par le Secrétariat Technique. |
| 4. Brillants Stones | Extraction Minière | Les activités ont commencé en 2011. Pas de paiement enregistré en 2010 selon l'étude de cadrage effectué par le Secrétariat Technique. |
| 5. Atakora Mining | Extraction Minière | Société ayant obtenue son permis en 2006. Selon la DGMG, la société n'a pas effectué de paiement depuis cette date et n'est plus présente sur le site. |

| Sociétés | Secteur/Activité | Cause d'exclusion du Référentiel ITIE 2010 |
|--|--------------------|---|
| 6. IDMAN Corporation | Extraction Minière | Aucun paiement n'a été effectué au titre de 2010 selon l'étude de cadrage effectué par le Secrétariat Technique. |
| 7. Pharmatech Sarl | Extraction Minière | Aucun paiement n'a été effectué au titre de 2010 selon l'étude de cadrage effectué par le Secrétariat Technique. |
| 8. Etoile du Golfe | Extraction Minière | Les activités ont commencé en 2011. Pas de paiement enregistré en 2010 selon l'étude de cadrage effectué par le Secrétariat Technique. |
| 9. Personnes physiques opérant dans le cadre d'autorisations artisanales | Extraction Minière | Activité artisanale exclus du référentiel ITIE 2010. Selon le document intitulé « Etat des recettes versées au Trésor Public pour l'année 2010 » préparé par la DGMG, le total des recettes perçues au titre des activités artisanales s'élèvent à 61 114 K FCFA soit 0.2% du total déclaré par les sociétés extractives incluses dans la réconciliation. |

Ce périmètre a été approuvé par le Comité de Pilotage dans sa sixième réunion ordinaire tenue le 17 et le 24 novembre 2011.

A partir de ce périmètre, une société a été ajoutée et 5 sociétés n'ont pas pu être réconciliées dans le présent rapport pour les raisons suivantes :

- **Extension du périmètre :**

| Entité | Secteur/Activité | Causes d'extension du périmètre |
|---------------|---------------------------------------|---|
| 1. Les Aigles | Secteur privé / Exploitation de roche | La société les Aigles est une filiale de la société « ENCOTRA » déjà incluse dans le périmètre initial. Cette dernière opérant dans le secteur du bâtiment a effectué des paiements au nom de sa filiale qui elle opère dans le secteur d'exploitation de roche. Afin d'assurer l'exhaustivité des paiements déclarées, les deux sociétés ont été finalement retenues dans le cadre du référentiel ITIE 2010. |

- **Sociétés non réconciliées :**

| Sociétés | Secteur/Activité | Causes de non réconciliation |
|-------------------------------|---------------------|--|
| 1. Silverhill Entreprises Ltd | Exploration Minière | La société n'a pas pu être contactée pour l'envoi du formulaire de déclaration. La société n'est pas immatriculée à la DGI et à la CNSS mais dispose de deux titres miniers dont les spécificités sont présentées en Annexe 2. Par ailleurs, la DGMG a déclaré ne pas avoir reçu de paiements en 2010 de la part de cette société et que les redevances relatives à 2010 ont été encaissées en 2011. |
| 2. Global Merchants | Exploration Minière | La société n'a pas pu être contactée pour l'envoi du formulaire de déclaration. La société n'est pas immatriculée à la DGI et à la CNSS mais dispose de 8 titres miniers dont les spécificités sont présentées en Annexe 2. Par ailleurs, la DGMG a déclaré avoir perçu en 2010 un montant de 453 KFCFA au titre des redevances superficielles. |

| Sociétés | Secteur/Activité | Causes de non réconciliation |
|----------------------|-----------------------|--|
| 3. Future Investment | Exploration Minière | La société n'a pas pu être contactée pour l'envoi du formulaire de déclaration. Par ailleurs, la DGI, la DGMG et la CNSS ont déclaré ne pas avoir reçu de paiements en 2010 de la part de cette société. |
| 4. Togo Minerals sa | Exploration Minière | La société n'a pas pu être contactée pour l'envoi du formulaire de déclaration. La société n'est pas immatriculée à la DGI et à la CNSS. Par ailleurs, la DGMG a déclaré avoir perçu en 2010 un montant de 893 KFCFA au titre des redevances superficielles. Selon la DGMG la société dispose d'un permis de recherche de diamants. |
| 5. EBOMAF | Exploitation de roche | La société n'a pas soumis le formulaire de déclaration. Par ailleurs, la DGI, la DGMG et la CNSS ont déclaré n'avoir perçu aucun paiement sur 2010. |

Par ailleurs, nous avons noté que six sociétés retenues dans le référentiel ITIE 2010 ont une activité principale autre que l'industrie extractive. En l'absence d'un moyen de différenciation de la fiscalité extractive, l'ensemble des paiements effectués par ces sociétés a été pris en compte dans le périmètre de la réconciliation. Le détail de ces entreprises se présente comme suit :

| Entité | Activité principale | Part de l'industrie extractive dans le chiffre d'affaires de l'entité en 2010(*) |
|---------------------|---|--|
| 1. Togo Rail | Transport Ferroviaire | nc |
| 2. Colas | Bâtiments Travaux Publics | 0.25% |
| 3. ENCOTRA | Bâtiments Travaux Publics | nc |
| 4. Les Aigles | Bâtiments Travaux Publics | 52% |
| 5. CEMAT Industries | Cabinet d'ingénierie | nc |
| 6. EBOMAF | Bâtiments Travaux Publics | nc |
| 6. BB/Eau Vitale | Production et Commercialisation de boissons gazeuses et alcoolisées | 2.7% |

(*) Selon déclaration de l'entité. nc : non communiqué

2.3 Les centres de perception des paiements dus par les sociétés extractives

Le périmètre retenu par le Comité de Pilotage pour les administrations et organismes intervenant dans la collecte des différents flux significatifs incluent :

- la Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) ;
- la Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) ;
- la Direction de l'Environnement (DE) ;
- la Société Togolaise des Eaux (TdE) ;
- la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ; et
- les Délégation Spéciales au nombre de six (6) :
 - Préfecture/ Commune de Vo ;
 - Préfecture/ Commune de Zio ;
 - Préfecture/ Commune de Yoto ;
 - Préfecture/ Commune de Kloto ;
 - Préfecture/ Commune de Bassar ;
 - Préfecture/ Commune de Lacs.

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) a été également sollicitée dans le cadre des travaux de réconciliation pour la confirmation des dividendes reçues au titre de la participation de l'Etat dans le capital des sociétés extractives.

2.4 Les flux et taxes soumis aux travaux de réconciliation

Les flux et taxes entrant dans le champ de nos travaux de réconciliation sont répartis en deux catégories et se détaillent comme suit :

2.4.1 Revenus en nature

Selon l'étude de cadrage effectuée par le Secrétariat Technique et le périmètre retenu par le Comité de Pilotage, aucun paiement en nature n'a été effectué par les sociétés extractives au titre de 2010.

2.4.2 Revenus en numéraire et contributions volontaires

| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|----------------------------|---------------------------------|---|
| Flux payés à la DGI | | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | Les sociétés et autres personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sont assujetties à une imposition minimum forfaitaire: Impôt dû quelque soit le résultat dégagé par l'entreprise. |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | L'impôt sur les sociétés est établi sur l'ensemble des bénéfices ou revenus réalisés par les sociétés et autres personnes morales désignées. Les taux de l'impôt sur les sociétés sont fixés à : <ul style="list-style-type: none"> - 27% du bénéfice imposable pour les industries ; - 30% du bénéfice imposable pour les autres activités. Entreprises de zone franche: 8%, 10% et 20%. selon la durée d'existence. |

| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|----|--|--|
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers fait l'objet de retenue à la source égale à 10% du montant brut des revenus distribués si le bénéficiaire est une personne physique ou 15% du même montant lorsque le bénéficiaire est une personne morale. |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | La taxe professionnelle est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée. La base de calcul de la taxe professionnelle se compose de deux éléments déterminés au cours d'une période de référence, soit : le chiffre d'affaires global toutes taxes comprises et la valeur locative des locaux, terrains de dépôts. Elle est payée dans la localité où sont situés les éléments imposables. |
| 5 | Taxes Foncières | La taxe foncière est établie annuellement sur les propriétés bâties sises au Togo. Les propriétés bâties sont imposées à raison de la valeur locative cadastrale de ces propriétés au 1 ^{er} janvier de l'année de l'imposition sous déduction de 50% de cette valeur en considération des frais de gestion, d'assurances, d'amortissement, d'entretien, de réparations et de frais divers. |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | L'impôt sur le revenu des personnes physiques est dû chaque année à raison des bénéfices ou revenus de source togolaise ou étrangère que le contribuable réalise ou dont il dispose au cours de la même année. Le revenu net global arrondi au millier de francs inférieur fait l'objet de l'application du barème par tranches de revenu et à taux progressifs. |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | La base de la taxe est constituée par le montant total des rémunérations et des avantages en nature effectivement alloués durant l'année civile à l'ensemble du personnel qui entrent dans la catégorie des traitements et salaires imposables à l'impôt sur le revenu. Le taux de l'impôt est égal à 7 % de la base. |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | La taxe complémentaire à l'impôt sur le revenu est annexée au calcul de ce dernier impôt et représente 25 % du total de l'impôt dû à ce titre. Le produit de la taxe comporte un minimum fixé à 6,000 FCFA par redevable et un plafond de 200,000 FCFA par cote d'impôt sur le revenu. |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | <p>La taxe sur la valeur ajoutée est liquidée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au vu des déclarations souscrites par les assujettis et frappe les sommes imposables préalablement arrondies à la dizaine de francs la plus proche ; - lors de l'intervention du fait générateur, au cordon douanier. Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est un taux unique de 18% applicable à toutes les activités et à tous les produits à l'exception de ceux exonérés au vu de la réglementation en vigueur. <p>Toutefois, pour ce qui concerne les opérations de crédit-bail ou «leasing», le taux à appliquer aux loyers est celui du bien au moment de l'achat.</p> |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | <p>- Les droits d'enregistrement sont fixes, proportionnels ou progressifs suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujettis. La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions.</p> <p>- La contribution du timbre est établie sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi. Elle frappe la remise de certaines pièces et l'accomplissement de certaines formalités.</p> |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | Les achats en gros et les importations de biens ou produits de toute nature sont soumis à un prélèvement perçu au profit du Budget Général à titre d'acompte sur les impôts applicables aux revenus ou les impositions forfaitaires en tenant lieu. Ce prélèvement est dû par les personnes physiques et morales de droit public ou de droit privé dont les résultats entrent dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels ou commerciaux. |

| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|----------------------------|---|--|
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise (*) | Des droits d'assises/consommation sont établis au profit du budget général sur les produits comme : - Boissons non alcoolisées à l'exclusion de l'eau ; - Boissons alcoolisées (bières et autres boissons alcoolisées) ; - Tabacs ; - Farine de blé ; - Huiles et corps gras alimentaires ; - Produits de parfumerie et cosmétiques ; - Café ; et - Produits pétroliers. |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | Rappels d'impôts suite au contrôle fiscal. Ils sont majorés des pénalités et amendes. |
| Flux payés à la DGD | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | Perçu au taux de 0%, 5%, 10% et 20% sur la VD sur les mises à la consommation. |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | Perçu au taux de 1% sur la VD sur les mises à la consommation. |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | Perçu au taux de 1% sur la VD sur les mises à la consommation. |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | Perçu au taux de 1% sur la VD sur les mises à la consommation. |
| 18 | Taxe de péage | 200 FCFA/Tonne indivisible, perçu lors des mises à la consommation par les privilèges et sur les transits. |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | Taxation unique de 5000 FCFA par déclaration en douane. |
| 20 | Timbre douanier | Perçu au taux de 4% sur la somme DT liquidés / Mises à la consommation. |
| 21 | Carte et vignette | Appelées « laisser passer », perçues entre 2.000 et 5.000 FCFA / Véhicules à immatriculation étrangère, autorisés à circuler au Togo |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | 2.000 FCFA / Tonne indivisible, perçu lors des mises à la consommation. |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | Perçu au taux de 18% sur la somme de (la VD et DT liquidés en amont) / Mises à la consommation. |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | Constitués par le paiement effectué par traite et dont l'Administration des douanes perçoit 0,25% du total des droits à payer et 3,5% d'intérêts et une remise spéciale de 0,33% dans le délai de quatre (04) mois. |
| 25 | Produit des crédits en douane | Possibilité offerte aux opérateurs à enlever les marchandises à crédit moyennant le dépôt d'une soumission cautionnée renouvelable annuellement et paiement d'une remise de 0,25% des DT liquidés. |
| 26 | Remises | 0,25% des droits liquidés d'un enlèvement de crédit après une soumission cautionnée. |
| 27 | Entrepôts fictifs | Les soumissions cautionnées sur les entrepôts fictifs donnent lieu au paiement d'une remise de 0,35% du montant des droits liquidés |
| 28 | Frais d'enregistrement | Frais perçus lors de l'enregistrement des soumissions cautionnées et des identifiants fiscaux. |
| 29 | Pénalités douanières | 35% du montant des marchandises abandonnées et vendues aux enchères. |

| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|-----------------------------------|---|---|
| Flux payés à la DGMG | | |
| 30 | Droits Fixes | Droits liés à l'attribution de chaque titre minier, Se paie à l'octroi du titre minier |
| 31 | Redevances Superficières | Se paie chaque année sur la base de la superficie octroyée, Elle est variable par titre minier. Le taux est croissant, de la prospection à l'exploitation en passant par la recherche. Cette redevance est payée à la DGH pour les sociétés pétrolières selon les modalités prévues dans les contrats pétroliers. |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | Taxe fixée par rapport au volume produit, Diffère d'une société à une autre |
| 33 | Dividendes | Taxe fixée sur la base des bénéfices |
| Flux payés à la DGH | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | Redevance acquittée mensuellement par les sociétés titulaires de contrats pétroliers proportionnellement à la production. Le taux et les règles d'assiette sont précisés dans chaque contrat pétrolier. |
| 35 | Bonus de signature | A la date d'entrée en vigueur, le contractant paiera au Ministre, pour le compte de l'Etat, la somme de douze millions cinq cent mille (12,500,000) de dollars au titre de bonus de signature. |
| 36 | Bonus de production | Dans les trente (30) jours à compter de la date de production commerciale, le contractant paiera au Ministère, pour le compte de l'Etat, la somme de trois millions (3,000,000) de dollars au titre de bonus de production. |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | Dans la mesure où le contrat pétrolier le prévoit expressément, son titulaire peut être assujéti à un prélèvement pétrolier additionnel calculé sur les bénéfices des opérations pétrolières conformément aux stipulations du dit contrat. |
| Flux payés à la DE | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | Taxe perçue au taux de 5% du montant de l'investissement au titre du projet avec des plafonds allant de 10 K FCFA à 1,600 K FCFA selon la fourchette d'investissement. |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | Montant payé pour l'obtention du certificat de régularisation environnementale. |
| Flux payés à la TdE | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | Se paie chaque mois, les compteurs d'eau TdE sont placés sur les forages utilisant la nappe d'eau, ces forages sont facturés chaque mois au prix de 100 FCFA le m ³ . |
| Flux payés à la CNSS | | |
| 41 | Cotisations CNSS (Cotisations sociales) | Cotisations payées au taux de 20,5 % du total des salaires. |
| Flux payés aux Délégations | | |
| 42 | Taxes préfectorales | Taxe perçue par la Préfecture sur la publicité (enseignes lumineuse et plaques) suivant des bases de calcul définies. |
| 43 | Taxes Communales | Taxe perçue par la commune (peinture sur bâtiment et enseignes lumineuses) au forfait. |
| Flux payés aux Délégations | | |
| 44 | Travaux d'infrastructures | Contribution volontaire dans les travaux d'infrastructures (routes, écoles, etc). |
| 45 | Dons et subventions pour les collectivités locales | Contributions volontaires au titre de la participation aux budgets des collectivités locales. |

| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|----|--------------------------------|---|
| 46 | Autres contributions en nature | Autres contributions volontaires au titre du développement local. |

(*) Il est à noter que les droits de consommation/d'assise ont été exclus dans le cadre des ajustements effectués lors des travaux de réconciliation. Cet ajustement est argumenté par le fait que cette taxe ne s'applique pas aux activités d'extraction mais aux produits commercialisés par les sociétés dans le cadre de leurs activités commerciale.

2.4.3 Contributions volontaires au titre des projets sociaux

Elles concernent l'ensemble des contributions volontaires faites par les sociétés extractives dans le cadre du développement local.

Sont concernées par cette rubrique entre autres: les infrastructures sanitaires, scolaires, routières, maraîchages et celles d'appui aux actions agricoles.

2.5 Matérialité

Hormis les exclusions mentionnées au niveau de paragraphe 2.2 du présent rapport, aucun seuil minimum n'a été retenu par le Comité de Pilotage pour l'exclusion de sociétés ou de taxes du référentiel ITIE 2010¹.

3. APPROCHE ET METHODOLOGIE

Notre mission de réconciliation a été effectuée en adhérant aux normes ISRS (International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » ainsi que le Code d'Ethique de l'IFAC.

3.1 Approche

3.1.1 Réunion d'ouverture

Notre visite au Secrétariat Technique de l'ITIE au Togo a commencé le 30 janvier 2012 par une réunion d'ouverture avec les membres du Secrétariat au cours de laquelle nous avons été en mesure :

- de discuter le planning de la mission de réconciliation ;
- de discuter le référentiel ITIE retenu pour l'exercice 2010 ;
- de discuter et d'analyser la matérialité concernant les entreprises et les flux de paiements à inclure dans le Référentiel 2010 ;
- d'apporter certains éclaircissements techniques et proposer des recommandations.

Etaient présents à cette réunion :

| Nom & prénom | Fonction |
|-------------------------------------|--|
| Didier Kokou AGBEMADON | Coordonnateur National |
| Michael Koffi Séwonou AMEKUDZI | Chef de Cellule Administration et Renforcement des Capacités |
| Judith Biféi KOMBATE | Chef de Cellule Collecte et Traitement des Données |
| Parfait Mensah Kwami Kumah DZIVENOU | Chef de Cellule Information et Communication |
| Akofa Amavi VOEDZO | Chef Comptabilité et Finances |

¹ Selon le compte rendu de la 6^{ème} réunion ordinaire du Comité de Pilotage tenue à Lomé les 17 et 24 novembre 2011.

3.1.2 Réunions avec les parties prenantes

Lors de cette phase, nous avons tenu des réunions avec les parties prenantes au processus de l'ITIE au Togo pour leur présenter le cadre de notre intervention et les étapes clés de l'exercice de réconciliation. La liste des parties prenantes rencontrées est présentée dans le tableau ci après.

| | |
|---|---|
| Institutions Internationales | Banque Africaine de Développement |
| | Banque Mondiale |
| | Union Européenne |
| Sociétés Extractives | WACEM |
| | MM Mining |
| | SNPT |
| | Scantogo Mines |
| Ministères et Organismes de l'Etat | CNSS |
| | Cour des Comptes |
| | Direction Générale de la Douane |
| | Ministère de l'Economie et des Finances |
| | Ministère des Mines et de l'Energie |

Nous avons également assisté à deux réunions du Comité de Pilotages tenues le 2 et le 8 février 2012.

3.1.3 Tenue de l'atelier de formation

Nous avons analysé le modèle du formulaire de déclaration préparé par le Secrétariat Technique de l'ITIE et pris note des documents mis à notre disposition comprenant :

- l'étude de cadrage sur les recettes du secteur minier élaboré par le Secrétariat Technique ;
- les codes et réglementations régissant le secteur minier et des hydrocarbures au Togo ;
- les comptes rendus et procès verbaux des réunions du Comité de Pilotage
- les textes régissant les structures de gouvernance de l'ITIE au Togo ; et
- d'autres documents portant sur le secteur extractif au Togo.

A la lumière des résultats d'analyse de ces documents, nous avons soumis au Comité de Pilotage un nouveau projet de formulaire de déclaration pour approbation.

Le nouveau formulaire de déclaration ainsi que les instructions de reporting (présentés en Annexe 4) ont fait l'objet d'une présentation aux parties prenantes du secteur public et privé ainsi que de la société civile lors d'un atelier de formation tenu le 7 février 2012 à Lomé.

Au cours de cet atelier, plusieurs questions ont été soulevées par les représentants des différentes parties prenantes quant à certaines taxes incluses dans le formulaire de déclaration. Ces questions ont fait l'objet d'un débat ouvert et ont permis d'améliorer la présentation du formulaire de déclaration.

3.1.4 Travaux de réconciliation

Nous avons effectué les travaux de réconciliation entre le 21 février et le 1^{er} mars 2012. La première étape a consisté en l'examen des déclarations reçues des sociétés extractives et organismes gouvernementaux et la détection d'éventuelles erreurs d'imputation.

Nous avons constaté qu'il y avait un certain nombre de déclarations qui n'avaient pas été soumises par certaines sociétés extractives ce qui a eu pour effet de retarder les travaux de réconciliation. Nous avons pris contact avec l'appui du Secrétariat Technique avec les sociétés défaillantes afin de les inciter à soumettre leurs déclarations dans les plus brefs délais.

Nous avons créé des feuilles de calcul pour chaque contribuable. L'information sur les flux financiers fournis sur les déclarations a été saisie pour les contribuables et les administrations.

Malgré plusieurs relances, certaines sociétés extractives n'ont pas remis les justificatifs et les états détaillés à la date de clôture de notre intervention au Togo. Cette situation n'a pas permis l'examen et la réconciliation de toutes les taxes déclarées. Ceci a engendré l'existence de plusieurs écarts non justifiés.

3.1.5 Réunion de clôture de la mission sur terrain

Notre deuxième intervention a été clôturée par la tenue d'une réunion le 1^{er} mars 2012 avec le Coordinateur National de l'ITE-Togo et la cellule de collecte des données au niveau du Secrétariat Technique au cours de laquelle nous avons discuté des résultats préliminaires de nos travaux de réconciliation et nous avons exposé les difficultés et les limites rencontrées ainsi que les points relevés concernant le périmètre de réconciliation.

Suite à la clôture de notre intervention sur le terrain au Togo, d'autres informations nous ont été parvenues tardivement lors de la finalisation du présent rapport, ce qui n'a pas permis de les intégrer eu égard aux contraintes afférentes à la date de soumission du rapport.

3.2 Méthodologie adoptée

3.2.1 Déclarations de paiements – Collecte des données

Un seul modèle de formulaire de déclaration a été utilisé pour les déclarations des sociétés extractives, d'une part, et des administrations et organismes de l'Etat, d'autre part. Ce formulaire a été établi par nos soins sur la base de notre expérience dans le cadre de missions similaires tout en se basant sur le Référentiel ITIE retenu pour l'année 2010 et sur le projet de formulaire élaboré par le Secrétariat Technique.

Ce formulaire de déclaration a été discuté et approuvé par le Comité de Pilotage et par la suite envoyé directement, aux sociétés et aux administrations sélectionnées telles que détaillées aux paragraphes 2.2 et 2.3 du présent rapport.

Conformément aux recommandations du Livre Source ITIE et aux exigences des nouvelles règles ITIE (Edition 2011), les règles suivantes ont été prévues au niveau des instructions des formulaires de déclaration et soulignées dans l'atelier de formation :

- les sociétés et administrations doivent détailler leurs déclarations en renseignant sur le détail des montants reportés date par date et paiement par paiement ;
- les déclarations doivent être faites dans la devise de réalisation du paiement (FCFA, USD) ;
- les déclarations doivent être effectuées sur la base d'une comptabilité de caisse (sommes effectivement payées au cours de l'année) et non sur la base des engagements ;
- les parties prenantes ont été invitées à renvoyer leurs déclarations attestées par :
 - un contrôleur légal (commissaire aux comptes) ou un autre auditeur désigné pour l'occasion pour les sociétés extractives ;
 - une autorité/entité publique habilitée à certifier les chiffres pour les administrations et les organismes de l'Etat.

3.2.2 Flux de paiements

Selon le modèle de déclaration, 3 types de paiements ont été recensés :

- les flux de paiements et recettes (impôts, taxes, redevances, dividendes) ;
- les paiements et transferts sociaux (CNSS) ; et
- les paiements au titre des contributions volontaires aux projets sociaux.

Ces flux ont été regroupés dans un formulaire de déclaration unique aussi bien pour les sociétés extractives que pour les administrations et organismes de l'Etat.

Pour les paiements déclarés en USD par les sociétés extractives, nous avons appliqué le cours moyen annuel 2010 (1\$ = 495 FCFA) pour les besoins de la réconciliation.

3.2.3 Travaux de réconciliation

Notre mandat selon les Termes de Référence consiste à « produire un rapport ITIE, en effectuant la collecte et la réconciliation des paiements des industries extractives à l'Etat et des recettes perçues par l'Etat desdites sociétés pour l'exercice 2010. ». Notre travail a inclus les étapes suivantes :

- le rapprochement des flux de paiement déclarés par les sociétés extractives avec les recettes déclarées par les administrations et organisme de l'Etat. Ce rapprochement a été effectué flux par flux selon l'administration perceptrice ;
- l'identification des différences et des écarts significatifs et la recherche de leurs sources ;
- l'identification des ajustements nécessaires. Ces ajustements peuvent être opérés sur les montants déclarés par les contribuables ou sur les montants déclarés par le gouvernement ;
- la collecte des paiements effectués par les sociétés extractives au titre de leurs contributions volontaires dans les projets de développement.

Plus précisément, les travaux réalisés se présentent comme suit :

- i. prise de connaissance générale des flux, impôts, droits et taxes faisant l'objet du référentiel ITIE pour l'année 2010. Cette prise de connaissance a porté sur les différentes natures de taxes, les modalités de paiement, la périodicité des déclarations, les administrations perceptrices d'impôts, etc. ;
- ii. comparaison ligne par ligne des paiements signalés sur les déclarations des contribuables avec les recettes signalées sur les déclarations de l'administration ;
- iii. identification des incohérences au niveau des déclarations et détection des erreurs d'imputation ou de classification des taxes ;
- iv. demande d'explications et de clarifications auprès des entreprises et des administrations pour les incohérences détectées. Ces demandes ont été effectuées par téléphone, par courrier électronique ainsi que par des visites sur place ;
- v. ajustement des incohérences et incorporation des chiffres finaux pour les sociétés exerçant dans le secteur extractif et les administrations ;
- vi. identification des écarts par taxe entre les paiements déclarés par les entreprises exerçant dans le secteur extractif et les recettes déclarés par l'Etat ;
- vii. entretiens avec des cadres des différentes administrations et organismes de l'Etat pour collecter le détail des montants figurant dans les déclarations des recettes ;
- viii. rapprochement des données détaillées reçues des deux parties (sociétés extractives et administrations) selon les taxes, les dates et modes de paiement ;
- ix. analyse des justifications apportées par les deux parties et ségrégation des natures des écarts ;

- x. ajustement des écarts justifiés tant au niveau des montants déclarés par les sociétés extractives que pour les administrations ;
- xi. finalisation des travaux et préparation des états de synthèse.

3.2.4 Elaboration du rapport

Nous avons préparé un rapport portant sur les résultats des travaux de réconciliation. Ce rapport comprend :

- la présentation du contexte, des objectifs, et des limitations de la mission ;
- un état des lieux des activités et du référentiel ITIE couverts ;
- la présentation de l'approche et de la méthodologie adoptée ;
- les conclusions chiffrées des travaux de rapprochement des flux des paiements effectués par les sociétés extractives et les recettes perçues par l'Etat auprès des dites sociétés;
- les remarques portant sur les défaillances relevées sur le plan organisationnel et sur la rigueur du système ITIE qui ont un impact sur les travaux de réconciliation des flux des paiements ; et
- des recommandations pour palier à ces insuffisances et défaillances relevées pour les exercices futurs.

4. RESULTATS DES TRAVAUX

Nous présentons ci-dessous le résultat détaillé des travaux de réconciliation ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les contribuables et les montants reçus par les différentes administrations.

Nous avons mis en exergue les montants initiaux reportés, les ajustements que nous avons faits suite aux travaux de réconciliation ainsi que les montants finaux et les écarts définitifs non réconciliés.

4.1 Tableaux de réconciliation par société extractive

Nous présentons dans les tableaux ci-dessous un sommaire des différences entre les flux de paiement rapportés par les sociétés sectionnées et les flux d'avantage reçus rapportés par les différents organismes et administration de l'Etat.

Ces tableaux incluent les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés extractives et des déclarations des organismes gouvernementaux, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de réconciliation et les écarts résiduels non réconciliés. Les rapports de réconciliation détaillés pour chaque société extractive sont présentés en Annexe 4.

La réconciliation des flux de paiement se détaillent comme suit :

| No. | Société | Déclarations initiales (FCFA) | | | Ajustements (FCFA) | | | Chiffres après ajustements (FCFA) | | |
|-----|--|-------------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|------------------------|----------------------|-----------------------------------|-----------------------|----------------------|
| | | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence |
| 1 | SNPT | 3,327,787,449 | 2,604,484,874 | 723,302,575 | - | 28,960,477 | (28,960,477) | 3,327,787,449 | 2,633,445,351 | 694,342,098 |
| 2 | WACEM | 6,896,849,486 | 6,020,138,073 | 876,711,413 | 347,090,085 | 1,223,811,497 | (876,721,412) | 7,243,939,571 | 7,243,949,571 | (9,999) |
| 3 | MM Mining | 5,309,303 | 4,930,304 | 378,999 | - | 364,000 | (364,000) | 5,309,303 | 5,294,304 | 14,999 |
| 4 | Scantogo Mines | 1,001,730,000 | 11,730,000 | 990,000,000 | - | - | - | 1,001,730,000 | 11,730,000 | 990,000,000 |
| | Exploitation Minière | 11,231,676,238 | 8,641,283,251 | 2,590,392,987 | 347,090,085 | 1,253,135,974 | (906,045,889) | 11,578,766,323 | 9,894,419,225 | 1,684,347,099 |
| 5 | G&B African Resources | 5,063,796 | 5,063,796 | - | - | - | - | 5,063,796 | 5,063,796 | - |
| 6 | RRCC | 12,748,203 | 9,976,866 | 2,771,337 | - | 2,771,327 | (2,771,327) | 12,748,203 | 12,748,193 | 10 |
| 7 | Silverhill Enterprises Ltd | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 8 | Global Merchants | - | 453,000 | (453,000) | - | - | - | - | 453,000 | (453,000) |
| 9 | Future Investment | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 10 | Togo Minerals sa | - | 893,250 | (893,250) | - | - | - | - | 893,250 | (893,250) |
| | Exploration minière | 17,811,999 | 16,386,912 | 1,425,087 | - | 2,771,327 | (2,771,327) | 17,811,999 | 19,158,239 | (1,346,240) |
| 11 | ENI Togo | 6,496,300,800 | 6,496,300,800 | - | - | - | - | 6,496,300,800 | 6,496,300,800 | - |
| | Exploration pétrolière | 6,496,300,800 | 6,496,300,800 | - | - | - | - | 6,496,300,800 | 6,496,300,800 | - |
| 12 | Togo Rail | 57,234,068 | 49,195,152 | 8,038,916 | (5,282,439) | 2,756,476 | (8,038,915) | 51,951,629 | 51,951,628 | 1 |
| 13 | Togo Carrière | 94,659,277 | 46,038,651 | 48,620,626 | 5,676,967 | 36,786,215 | (31,109,248) | 100,336,244 | 82,824,866 | 17,511,378 |
| 14 | Colas | 882,942,304 | 1,572,083,548 | (689,141,244) | 33,153,413 | (9,056,250) | 42,209,663 | 916,095,717 | 1,563,027,298 | (646,931,581) |
| 15 | ENCOTRA | 48,157,417 | 48,157,417 | - | - | - | - | 48,157,417 | 48,157,417 | - |
| 16 | Les Aigles | 1,621,337 | 1,621,337 | - | - | - | - | 1,621,337 | 1,621,337 | - |
| 17 | CEMAT Industrie | 650,000 | 825,500 | (175,500) | - | - | - | 650,000 | 825,500 | (175,500) |
| 18 | EBOMAF | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Exploitation de roche | 1,085,264,403 | 1,717,921,605 | (632,657,202) | 33,547,941 | 30,486,441 | 3,061,500 | 1,118,812,344 | 1,748,408,046 | (629,595,702) |
| 19 | Volvic | 128,645,235 | 98,593,816 | 30,051,419 | 74,026 | - | 74,026 | 128,719,261 | 98,593,816 | 30,125,445 |
| 20 | BB/Eau Vitale | 14,057,165,354 | 13,993,450,537 | 63,714,817 | (2,910,959,510) | (3,463,705,353) | 552,745,843 | 11,146,205,844 | 10,529,745,184 | 616,460,660 |
| 21 | Horizon Oxygène Clever Sarl | 2,573,826 | 383,469 | 2,190,357 | (673,326) | - | (673,326) | 1,900,500 | 383,469 | 1,517,031 |
| 22 | TdE | 657,264,352 | 976,707,843 | (319,443,491) | 323,186,486 | - | 323,186,486 | 980,450,838 | 976,707,843 | 3,742,995 |
| | Exploitation de nappe souterraine | 14,845,648,767 | 15,069,135,665 | (223,486,898) | (2,588,372,324) | (3,463,705,353) | 875,333,029 | 12,257,276,443 | 11,605,430,312 | 651,846,131 |
| | Total | 33,676,702,207 | 31,941,028,233 | 1,735,673,974 | (2,207,734,298) | (2,177,311,612) | (30,422,686) | 31,468,967,909 | 29,763,716,621 | 1,705,251,288 |

4.2 Tableaux de réconciliation par nature de flux de paiement

Nous présentons dans le tableau ci-dessous des montants globaux des divers droits, impôts et taxes rapportés par les organismes gouvernementaux et les sociétés extractives après avoir tenu compte des ajustements.

| No. | Flux de paiement | Déclarations initiales (FCFA) | | | Ajustements (FCFA) | | | Chiffres après ajustements (FCFA) | | |
|--------------------------------------|--|-------------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|------------------------|--------------------|-----------------------------------|-----------------------|------------------|
| | | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | 44,235,679 | 42,285,679 | 1,950,000 | (450,000) | 1,500,000 | (1,950,000) | 43,785,679 | 43,785,679 | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 5,107,914,374 | 5,114,587,781 | (6,673,407) | - | (8,015,500) | 8,015,500 | 5,107,914,374 | 5,106,572,281 | 1,342,093 |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | 2,914,813,678 | 3,122,767,350 | (207,953,672) | 139,163,989 | (68,789,683) | 207,953,672 | 3,053,977,667 | 3,053,977,667 | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 627,947,742 | 544,589,587 | 83,358,155 | (3,217,509) | 78,678,794 | (81,896,303) | 624,730,233 | 623,268,381 | 1,461,852 |
| 5 | Taxes Foncières | 84,218,520 | 48,119,519 | 36,099,001 | 179,182,667 | 214,170,270 | (34,987,603) | 263,401,187 | 262,289,789 | 1,111,398 |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 447,079,722 | 1,065,428,717 | (618,348,995) | 623,466,096 | 5,225,689 | 618,240,407 | 1,070,545,818 | 1,070,654,406 | (108,588) |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 564,089,525 | 557,615,901 | 6,473,624 | 13,723,009 | 20,715,335 | (6,992,326) | 577,812,534 | 578,331,236 | (518,702) |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 7,424,895 | 17,967,179 | (10,542,284) | 1,783,180 | (8,588,603) | 10,371,783 | 9,208,075 | 9,378,576 | (170,501) |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 2,897,318,513 | 2,910,824,040 | (13,505,527) | 12,834,270 | (671,258) | 13,505,528 | 2,910,152,783 | 2,910,152,782 | 1 |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | 1,964,320 | - | 1,964,320 | - | 377,512 | (377,512) | 1,964,320 | 377,512 | 1,586,808 |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | 647,706,811 | 1,080,635,163 | (432,928,352) | 29,855 | (437,560,954) | 437,590,809 | 647,736,666 | 643,074,209 | 4,662,457 |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | 3,409,421,728 | 3,563,653,258 | (154,231,530) | (3,409,421,728) | (3,563,653,258) | 154,231,530 | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 711,928,380 | 186,134,979 | 525,793,401 | 24,429,134 | 550,222,535 | (525,793,401) | 736,357,514 | 736,357,514 | - |
| Direction Générale des Impôts | | 17,466,063,887 | 18,254,609,153 | (788,545,266) | (2,418,477,038) | (3,216,389,122) | 797,912,084 | 15,047,586,850 | 15,038,220,032 | 9,366,818 |

| No. | Flux de paiement | Déclarations initiales (FCFA) | | | Ajustements (FCFA) | | | Chiffres après ajustements (FCFA) | | |
|---|---|-------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------|--------------------|
| | | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 5,446,645,416 | 1,246,273,665 | 4,200,371,751 | - | 691,686 | (691,686) | 5,446,645,416 | 1,246,965,351 | 4,199,680,065 |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | 2,421,312 | 205,700,389 | (203,279,077) | - | 34,584 | (34,584) | 2,421,312 | 205,734,973 | (203,313,661) |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | 2,308,812 | 210,894,422 | (208,585,610) | - | 34,584 | (34,584) | 2,308,812 | 210,929,006 | (208,620,194) |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | 2,308,812 | 213,476,407 | (211,167,595) | - | 34,584 | (34,584) | 2,308,812 | 213,510,991 | (211,202,179) |
| 18 | Taxe de péage | 40,000 | - | 40,000 | 60,000 | 100,000 | (40,000) | 100,000 | 100,000 | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | 185,000 | 6,975,000 | (6,790,000) | (90,000) | - | (90,000) | 95,000 | 6,975,000 | (6,880,000) |
| 20 | Timbre douanier | 4,935,815 | 9,083,421 | (4,147,606) | - | - | - | 4,935,815 | 9,083,421 | (4,147,606) |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | 1,972,000 | 39,598,000 | (37,626,000) | 30,000 | - | 30,000 | 2,002,000 | 39,598,000 | (37,596,000) |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 46,945,344 | 2,868,412,890 | (2,821,467,546) | - | 766,056 | (766,056) | 46,945,344 | 2,869,178,946 | (2,822,233,602) |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | 622,039 | - | 622,039 | - | - | - | 622,039 | - | 622,039 |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | 1,013,817 | - | 1,013,817 | - | - | - | 1,013,817 | - | 1,013,817 |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Douanes | | 5,509,398,367 | 4,800,414,194 | 708,984,173 | - | 1,661,494 | (1,661,494) | 5,509,398,367 | 4,802,075,688 | 707,322,679 |
| 30 | Droits Fixes | 25,014,000 | 23,100,000 | 1,914,000 | (2,514,000) | - | (2,514,000) | 22,500,000 | 23,100,000 | (600,000) |
| 31 | Redevances Superficières | 96,680,455 | 100,590,705 | (3,910,250) | 2,514,000 | - | 2,514,000 | 99,194,455 | 100,590,705 | (1,396,250) |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | 1,636,668,990 | 645,667,790 | 991,001,200 | (1,001,200) | - | (1,001,200) | 1,635,667,790 | 645,667,790 | 990,000,000 |
| 33 | Dividendes | 1,000,000,000 | - | 1,000,000,000 | - | 1,000,000,000 | (1,000,000,000) | 1,000,000,000 | 1,000,000,000 | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie | | 2,758,363,445 | 769,358,495 | 1,989,004,950 | (1,001,200) | 1,000,000,000 | (1,001,001,200) | 2,757,362,245 | 1,769,358,495 | 988,003,750 |

| No. | Flux de paiement | Déclarations initiales (FCFA) | | Ajustements (FCFA) | | Chiffres après ajustements (FCFA) | | | | | |
|---|---|-------------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| | | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | 6,435,000,000 | 6,435,000,000 | - | - | - | 6,435,000,000 | 6,435,000,000 | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures | | 6,435,000,000 | 6,435,000,000 | - | - | - | 6,435,000,000 | 6,435,000,000 | - | - | - |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | 88,305 | - | 88,305 | 88,305 | (88,305) | 88,305 | 88,305 | 88,305 | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | 1,766,100 | 1,854,405 | (88,305) | - | 88,305 | 1,766,100 | 1,766,100 | 1,766,100 | - | - |
| Direction de l'Environnement | | 1,854,405 | 1,854,405 | - | - | - | 1,854,405 | 1,854,405 | - | - | - |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | 1,416,836 | 3,285,298 | (1,868,462) | 74,026 | (1,794,455) | 1,490,862 | 1,490,862 | 1,490,862 | 19 | 19 |
| Togolaise des Eaux | | 1,416,836 | 3,285,298 | (1,868,462) | 74,026 | (1,794,455) | 1,490,862 | 1,490,862 | 1,490,862 | 19 | 19 |
| 41 | Cotisations CNSS | 1,495,898,267 | 1,495,796,647 | 101,620 | 38,124,871 | (1,085,600) | 1,534,023,138 | 1,535,007,118 | 1,534,023,138 | (983,980) | (983,980) |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale | | 1,495,898,267 | 1,495,796,647 | 101,620 | 38,124,871 | (1,085,600) | 1,534,023,138 | 1,535,007,118 | 1,534,023,138 | (983,980) | (983,980) |
| 42 | Taxes préfectorales | 8,465,000 | 93,937,520 | (85,472,520) | 86,772,521 | - | 95,237,521 | 93,937,520 | 95,237,521 | 1,300,001 | 1,300,001 |
| 43 | Taxes Communales | 242,000 | 86,772,521 | (86,530,521) | 86,772,521 | - | 87,014,521 | 86,772,521 | 87,014,521 | 242,000 | 242,000 |
| Délégations Spéciales | | 8,707,000 | 180,710,041 | (172,003,041) | 173,545,043 | - | 182,252,043 | 180,710,041 | 182,252,043 | 1,542,002 | 1,542,002 |
| Total flux de paiement | | 33,676,702,207 | 31,941,028,233 | 1,735,673,974 | (2,207,734,298) | (2,177,311,611) | 31,468,967,909 | 29,763,716,621 | 31,468,967,909 | 1,705,251,288 | 1,705,251,288 |

4.3 Les ajustements

4.3.1 Pour les sociétés extractives

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés extractives se résument comme suit :

| Ajustements sur les déclarations des sociétés extractives | FCFA | % du total déclaré |
|---|------------------------|--------------------|
| Taxes exclues du périmètre de réconciliation (a) | (3,409,421,728) | 10.12% |
| Omission de la part des sociétés (b) | 1,207,785,395 | 3.59% |
| Taxes reportées mais payées en dehors de la période de réconciliation (c) | (8,691,710) | 0.03% |
| Différence entre montant reporté et le montant effectivement payé (d) | 3,795,014 | 0.01% |
| Taxes reportées mais non payées par la société (e) | (1,201,269) | - |
| Total ajustement net sur les déclarations initiales | (2,207,734,298) | 6.56% |

- (a) Il s'agit des paiements reportés par la société BB/Eau vitale au titre des droits de consommation. Après vérification de la réglementation en vigueur, nous avons constaté que cette taxe ne s'applique pas à l'activité eau minérale mais sur les autres produits commercialisés par la dite société (boissons gazeuses et alcoolisée). Bien que cette taxe ait été retenue dans le référentiel ITIE, nous avons opté pour son exclusion afin de ne pas fausser l'évaluation des recettes provenant du secteur extractif.
- (b) Il s'agit des flux de paiements effectués par les sociétés extractives mais qui n'ont pas été reportés par celles-ci. Le détail de ces montants initialement déclaré par les régies financières a fait l'objet d'une confirmation de la part des sociétés extractives concernées. Ces ajustements ne comprennent pas les paiements qui ont été confirmés par les sociétés extractives et incorporés dans la déclaration définitive de ces dernières.
- (c) Il s'agit des flux de paiement reportés mais qui sont déclarés/payés hors de la période de réconciliation à savoir payés avant le 1^{er} janvier 2010 ou après le 31 décembre 2010.
- (d) Il s'agit d'écarts relevés entre le montant reporté par les sociétés extractives et les paiements effectifs. Les ajustements ont été réalisés sur la base des copies de quittance et/ou de la confirmation des sociétés concernées.
- (e) Il s'agit des taxes reportées par les sociétés extractives mais qui se sont avérées non effectivement payées après confirmation avec la société concernée et les régies financières.

Les ajustements opérés par société se détaillent comme suit :

Chiffres en FCFA

| Sociétés | Taxes exclues du périmètre de réconciliation | Omission de la part des sociétés | Taxes payées hors période de réconciliation | Différence entre montant reporté et le montant effectivement payé | Taxes reportées mais non payées par la société extractive | Total |
|--------------------------------|--|----------------------------------|---|---|---|------------------------|
| BB/Eau Vitale | (3,409,421,728) | 498,462,218 | - | - | - | (2,910,959,510) |
| WACEM | - | 347,090,085 | - | - | - | 347,090,085 |
| TdE | - | 323,186,486 | - | - | - | 323,186,486 |
| Colas | - | 29,358,399 | - | 3,795,014 | - | 33,153,413 |
| Togo carrière | - | 6,878,236 | - | - | (1,201,269) | 5,676,967 |
| Togo Rail | - | 2,735,945 | (8,018,384) | - | - | (5,282,439) |
| Voltic | - | 74,026 | - | - | - | 74,026 |
| Horizon Oxygène Clever Sarl | - | - | (673,326) | - | - | (673,326) |
| Total | (3,409,421,728) | 1,207,785,395 | (8,691,710) | 3,795,014 | (1,201,269) | (2,207,734,298) |

4.3.2 Pour les entités et administrations publiques

Les ajustements opérés sur les déclarations des entités et administrations publiques se résument comme suit :

| Ajustements sur les déclarations de l'Etat | FCFA | % du total déclaré |
|--|------------------------|--------------------|
| Taxes exclues du périmètre de réconciliation (a) | (3,563,653,258) | 11.16% |
| Omission de la part des organismes de l'Etat (b) | 1,360,406,137 | 4.26% |
| Taxes payées par la société sur un autre NIF et non reporté par l'Etat (c) | 36,786,215 | 0.12% |
| Taxes reportées mais perçues en dehors de la période de réconciliation (d) | (9,056,250) | 0.03% |
| Taxes reportées par l'Etat en dehors du périmètre de réconciliation (e) | (1,794,455) | 0.01% |
| Total ajustement net sur les déclarations initiales | (2,177,311,611) | 6.81% |

- (a) Il s'agit des paiements reportés par la DGI au titre des droits de consommation perçus de la société BB/Eau vitale. Après vérification de la réglementation en vigueur, nous avons noté que cette taxe ne s'applique pas à l'activité d'eau minérale mais sur les autres produits commercialisés par cette dernière (boissons gazeuses et alcoolisée). Bien que cette taxe ait été retenue dans le référentiel ITIE, nous avons opté pour son exclusion afin de ne pas biaiser l'évaluation des recettes provenant du secteur extractif dans le cadre du présent rapport.
- (b) Il s'agit des flux de paiements reçus par l'Etat mais n'ayant pas été reportés. Ces ajustements ont été soit confirmés par les organismes d'Etat concernés soit par l'obtention des quittances de la part des sociétés extractives. Les ajustements opérés par ces sociétés se détaillent comme suit :

Chiffres en FCFA

| Sociétés | Taxes perçues et non reportées par la DGI (i) | Taxes perçues et non reportées par la DGD (ii) | Taxes perçues et non reportées par la DGMG (iii) | Taxes perçues et non reportées par la CNSS (iv) | Total |
|---------------|---|--|--|---|----------------------|
| WACEM | 223,811,497 | - | 1,000,000,000 | - | 1,223,811,497 |
| BB/Eau Vitale | 62,531,889 | - | - | 39,210,471 | 101,742,360 |
| SNPT | 28,960,477 | - | - | - | 28,960,477 |
| RRCC | 2,771,327 | - | - | - | 2,771,327 |
| Togo Rail | 1,094,982 | 1,661,494 | - | - | 2,756,476 |
| MM Mining | 364,000 | - | - | - | 364,000 |
| Total | 319,534,172 | 1,661,494 | 1,000,000,000 | 39,210,471 | 1,360,406,137 |

i. *DGI* :

Ces omissions proviennent essentiellement des déclarations manuelles opérées par les sociétés extractives au niveau des recettes des délégations et des communes. S'agissant de déclarations manuelles, le détail de ces paiements ne peut pas être extrait du système d'information de la DGI et n'a donc pas été reporté par cette dernière dans les formulaires de déclaration. Les ajustements ont été effectués sur la base d'une confirmation de ces paiements par cette dernière suite à la consultation des recettes des communes.

ii. *DGD* :

Ces omissions proviennent du non déclaration par la DGD des recettes encaissées durant la période allant du 29 octobre 2010 au 24 décembre 2010 en raison des problèmes informatiques. Les paiements au titre de cette période ont été ajustés chaque fois où les quittances ont pu être obtenues de la part des sociétés extractives.

iii. *DGMG* :

Il s'agit des dividendes payés par la société WACEM au titre de la participation de l'Etat dans son capital et déclarée par cette dernière comme étant versés à la DGMG. Ce montant n'a pas été reporté par la DGMG du fait que les dividendes sont directement versés et gérés par le Trésor Public à partir de 2010 ce qui a été confirmé par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP).

iv. *CNSS* :

Ces omissions proviennent des déclarations opérées par la société BB/Eau Vitale au niveau de la recette de la CNSS à la région de KARA. Les ajustements ont été effectués sur la base d'une confirmation de ces paiements par la CNSS.

- (c) Il s'agit des taxes payées par la société Togo Carrière à la DGI sous un Numéro d'Identification Fiscal (NIF) provisoire « 500297 T ». La DGI n'a reporté que les paiements effectués sur le NIF définitif « 051213 X ». Ces paiements ont été ajustés suite à la confirmation obtenue de la part de la DGI.
- (d) Il s'agit des flux de paiement reportés par la DGI mais qui sont perçus hors de la période de réconciliation à savoir payés avant le 1er janvier 2010 ou après le 31 décembre 2010.
- (e) Il s'agit des recettes reportées par la TdE au titre de la facturation des services de branchement d'eau de la société BB/Eau Vitale qui ne sont pas considérées comme des flux de paiements relatifs au secteur extractif.

5. ECARTS DEFINITIFS NON RECONCILIES

Suite aux ajustements opérés, les écarts résiduels non réconciliés sur les flux de paiements s'élevant à 1,705,251,288 FCFA, se détaillent dans les tableaux ci-dessous :

| Sociétés | Ecart résiduel | Origine des Ecart résiduels (FCFA) | | | | | | | | |
|-----------------------------|----------------------|---------------------------------------|---|---|---|--|--|---|------------------------|---------|
| | | Absence de base de réconciliation (a) | Flux de paiements reportés par les sociétés non confirmé par l'Etat (b) | Formulaire de déclaration non envoyé par l'Etat (c) | Flux de paiements non reportés par l'Etat (d) | Taxes payées à des régies financières non incluses dans le référentiel ITIE 2010 (e) | Taxes non reportées par les sociétés extractives (f) | Formulaire de déclaration non envoyé par la société (g) | Ecart non significatif | |
| Scantogo Mines | 990,000,000 | - | - | - | 990,000,000 | - | - | - | - | - |
| SNPT | 694,342,098 | 694,342,088 | - | - | - | - | - | - | - | 10 |
| BB/Eau Vitale | 616,460,660 | 616,460,660 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Colas | -646,931,581 | (82,187,234) | 7,181,017 | - | - | - | (571,925,364) | - | - | - |
| Volitic | 30,125,445 | 29,255,332 | 1,342,093 | 228,000 | - | (700,000) | - | - | - | 20 |
| Togo carrière | 17,511,378 | - | - | 19,955,666 | - | - | (2,444,288) | - | - | - |
| TdE | 3,742,995 | 2,200,995 | - | - | 1,542,000 | - | - | - | - | - |
| Horizon Oxygène Clever Sarl | 1,517,031 | 1,416,531 | - | - | 100,500 | - | - | - | - | - |
| Togo Minerals sa | -893,250 | - | - | - | - | - | - | (893,250) | - | - |
| Global Merchants | -453,000 | - | - | - | - | - | - | (453,000) | - | - |
| CEMAT Industrie | -175,500 | - | - | - | - | - | (175,500) | - | - | - |
| MM Mining | 14,999 | - | - | - | - | - | - | - | - | 14,999 |
| WACEM | -9,999 | - | - | - | - | - | - | - | - | (9,999) |
| RRCC | 10 | - | - | - | - | - | - | - | - | 10 |
| Togo Rail | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Total | 1,705,251,288 | 1,261,488,372 | 8,523,110 | 19,955,666 | 990,328,500 | 1,542,000 | (575,245,152) | (1,346,250) | 5,041 | |

L'origine des écarts résiduels non réconciliés peuvent être analysés comme suit :

(a) Absence de base de réconciliation

Il s'agit des flux de paiements versés à la DGD et qui n'ont pas pu être réconciliés pour les raisons suivantes :

- Les paiements à la DGD ont été reportés par les sociétés extractives (BB/Eau Vitale, SNPT, Colas et Voltic) en une seule ligne « droits de douane » et non par type de taxes. Cette situation ne nous a pas permis de faire une réconciliation taxe par taxe.
- Le détail communiqué par les sociétés extractives a été préparé sur la base des paiements et non sur la base des quittances. Cette situation ne nous a pas permis de trouver une clé commune pour la réconciliation des écarts quittances par quittances.
- La DGD n'a pas reporté les recettes encaissées durant la période allant du 29 octobre 2010 au 24 décembre 2010. A défaut d'envoi des copies des quittances de la part des sociétés extractives pour ces paiements, nous n'avons pas pu procéder à leur ajustements.

(b) Flux de paiements reportés par les sociétés non confirmé par l'Etat

- **7,181,017 FCFA** : il s'agit de taxes reportées par la société Colas comme étant payées à la DGI et que cette dernière n'a pas encore confirmé à la date de clôture de notre mission sur terrain au Togo.
- **1,342,093 FCFA** : Il s'agit d'un paiement effectué par la société Voltic au titre de l'impôt sur les sociétés sous le n° de quittance VC041000030 et qui n'a pas pu être confirmé à la date de l'émission du présent rapport.

(c) Formulaire de déclaration non envoyé par l'Etat

Il s'agit des écarts résultants du non soumission d'un formulaire de déclaration par la DGD pour la société Togo Carrière. Lors d'une réunion tenue avec le responsable de la division des statistiques douanières, celui-ci nous a confirmé qu'aucun paiement n'a été perçu de la société Togo Carrière au cours de 2010. Toutefois, aucune déclaration formelle à cet effet ne nous a été parvenue de la part de la DGD à la date du présent rapport.

(d) Flux de paiements non reportées par l'Etat

Il s'agit des flux de paiements reportés par les sociétés extractives mais non reportés par l'Etat. Ces paiements ont fait l'objet d'une communication aux organismes et régies financières concernés pour vérification. Aucune confirmation de la part de ces organismes n'a pu être obtenue à la date de clôture de notre mission. Le détail de ces flux par taxe et par organisme d'Etat se présente comme suit:

| Flux de paiements | Organisme d'Etat (FCFA) | | |
|-------------------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------|
| | DGI | DGMG | Total |
| Taxe professionnelle (TP) | 40,000 | - | 40,000 |
| Taxes Foncières | 10,500 | - | 10,500 |
| Droit d'Enregistrement et du Timbre | 228,000 | - | 228,000 |
| Bonus de signature (1) | | 990,000,000 | 990,000,000 |
| Redevances Superficiaries | - | 50,000 | 50,000 |
| TOTAL | 278,500 | 990,050,000 | 990,328,500 |

(1) 990,000,000 FCFA : il s'agit d'un montant reporté par la société Scantogo au titre du bonus de signature de son permis d'exploitation à grande échelle, soit 2 Millions de dollars. L'encaissement de ce montant n'a pas pu être confirmé ni par la DGMG ni par le DGTCF et n'a donc pas été reporté dans leurs formulaires de déclaration respectifs.

Après analyse des documents justificatifs de ce paiement, nous avons relevé que ces sommes ont été versées dans un compte bancaire intitulé « Fonds Spécial d'Electrification » ouvert à la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie qui n'a pas été retenu par le Secrétariat Technique dans le référentiel ITIE 2010.

Selon une correspondance adressée conjointement par le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministre des Mines et de l'Energie à la société Scantogo en date du 16 juin 2010, celles-ci attestent que ce paiement correspond au bonus de signature de la convention d'investissement pour le projet d'exploitation de calcaire à Tabligbo tout en confirmant que le compte du « Fonds Spécial d'Electrification » est bien un compte relevant du contrôle et de la gestion de l'Etat Togolais.

(e) Taxes payées à des régies financières non incluses dans le référentiel ITIE 2010

Il s'agit de deux paiements reportés par la société TdE au titre de :

- taxes préfectorales pour un montant de 1,300,000 FCFA qui ont été payées au Trésor annexe Tokoin ;
- taxes communales pour un montant de 242,000 FCFA qui ont été payées à la Trésorerie Principale de Lomé Commune.

Ces deux organismes n'ont pas été retenus dans le référentiel ITIE 2010 et par conséquent nous n'avons pas pu réconcilier ces flux de paiement.

(f) Taxes non reportées par les sociétés extractives

Il s'agit des taxes reportés par les organismes d'Etat mais non déclarées par les sociétés extractives. Ces paiements ont fait l'objet d'une communication aux sociétés extractives concernées pour vérification. Aucune confirmation de la part de ces sociétés n'a pu être obtenue à la date de clôture de notre mission.

(g) Formulaire de déclaration non envoyé par la société

Il s'agit des écarts résultants de la non soumission d'un formulaire de déclaration par les deux sociétés Togo Minerals et Global Merchants. Cette situation n'a pas permis de réconcilier les paiements reportés par la DGMG comme étant encaissés de la part de ces deux sociétés.

6. ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR EXTRACTIF COUVERT

6.1 Contribution du secteur extractif par activité

Nous présentons dans les tableaux ci-dessous une synthèse des paiements après ajustements par secteur d'activité et des flux d'avantage reçus rapportés par les différents organismes et administration de l'Etat.

Ce tableau inclut les chiffres consolidés, après ajustements, à partir des déclarations de chacune des sociétés extractives et des déclarations des organismes gouvernementaux. Ces chiffres nous permettent d'avoir une idée détaillée, par ressource minière, des recettes du secteur extractif :

| Secteur | Entreprises | % du total paiement | Gouvernement | % du total revenus |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|
| Exploitation Minière | 11,578,766,323 | 37% | 9,894,419,225 | 33% |
| Exploration minière | 17,811,999 | 0% | 19,158,239 | 0% |
| Exploration pétrolière | 6,496,300,800 | 21% | 6,496,300,800 | 22% |
| Exploitation de roche | 1,118,812,344 | 4% | 1,748,408,046 | 6% |
| Exploitation de nappe souterraine | 12,257,276,443 | 39% | 11,605,430,312 | 39% |
| Total Secteur Extractif | 31,468,967,909 | 100% | 29,763,716,622 | 100% |

6.2 Contribution des flux

Les flux de revenus les plus significatifs en termes de contribution se présentent comme suit :

| Secteur | Entreprises | % du total paiement | Gouvernement | % du total revenus |
|-------------------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|
| Bonus de Signature | 6,435,000,000 | 20% | 6,435,000,000 | 22% |
| Impôt sur les Sociétés (IS) | 5,107,914,374 | 16% | 5,106,572,281 | 17% |
| Droits de Douane et taxes rattachés | 5,509,398,367 | 18% | 4,802,075,688 | 16% |
| Total Secteur Extractif | 31,468,967,909 | 54% | 29,763,716,622 | 55% |

6.3 Revenus déclarés dans le présent rapport ITIE au prorata des revenus du Gouvernement et du PNB

Ce tableau informe sur la contribution des recettes de l'industrie extractive dans le budget de l'Etat togolais ainsi que la proportion de ces recettes par rapport au Produit Net Brut.

| Année | Total reporté par le Gouvernement (Millions FCFA) | Revenue Total du Gouvernement (Millions FCFA) | Rapport ITIE/Revenus Totaux | PNB (Millions FCFA)* | Rapport ITIE/PNB |
|-------|---|---|-----------------------------|----------------------|------------------|
| 2010 | 29,764 | 296,900 | 10% | 2,958,803 | 1% |

(*) Source: CIA World Factbook - Version du 11 mars 2011.

7. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Elargissement du Référentiel ITIE

Lors de nos travaux de réconciliation, nous avons relevé l'existence d'administrations et entités publiques (Trésor annexe Tokoin, Trésorerie Principale de Lomé Commune, commune de Lomé, Fonds Spécial d'Electrification) qui n'ont pas été sollicitées dans le cadre des travaux de réconciliation alors qu'elles perçoivent des recettes de la part des sociétés exerçant dans le secteur extractif.

Cette situation n'a pas permis dans certains cas de réconcilier ou de confirmer les taxes et paiements effectués par les sociétés extractives aux dites administrations et entités gouvernementales.

Nous recommandons, pour les années futures, d'élargir l'étude de cadrage pour couvrir d'une manière exhaustive les entités publiques qui devront soumettre une déclaration au titre des recettes qu'elles perçoivent des sociétés exerçant dans le secteur extractif.

2. Traitement des sociétés ayant une activité principale autre que l'activité extractive

Lors de nos travaux, nous avons relevé l'existence de six (6) sociétés, dont l'activité principale ne faisant pas partie du secteur extractif, mais qui ont été retenues dans le périmètre de réconciliation alors que les activités extractives ne présentent qu'une part non significative dans le chiffre d'affaires des dites sociétés notamment pour la société BB/Eau vitale. Par ailleurs, l'ensemble des paiements effectués par ces sociétés a été retenu dans le périmètre de réconciliation.

Cette situation est de nature à surévaluer la contribution de ces sociétés dans les recettes provenant du secteur extractif.

Nous recommandons, pour les années futures, de conduire une étude de cadrage approfondie pour :

- *évaluer l'opportunité d'inclure ces sociétés dans le référentiel ITIE à la lumière de la contribution des activités extractives dans leurs chiffres d'affaires ; et*
- *d'identifier dans la mesure du possible les taxes et paiements propres aux activités extractives et statuer sur l'opportunité d'exclure certains paiements du référentiel ITIE.*

3. Problème des paiements à la DGD

Nous avons relevé lors de nos travaux de réconciliation que les paiements à la DGD ont été déclarés par la majorité des entreprises extractives d'une manière globale et non par type de taxes. Par ailleurs, le détail des montants payés n'a pas été reporté pour certains cas sur la base des quittances mais sur la base des paiements.

Cette situation n'a pas permis de réconcilier les paiements effectués à la DGD et d'analyser ou d'ajuster les écarts dégagés.

Une réflexion sur les paiements effectués à la DGD doit être faite afin de prendre une position claire quant aux modalités de déclaration des dits paiements et afin de préconiser une modalité commune de traitement par les différentes parties prenantes permettant la réconciliation de ces paiements durant les prochains exercices.

4. Insuffisance au niveau du suivi des données par les administrations publiques

Nous avons relevé dans le cadre de nos travaux de réconciliation :

- que la DGD n'a pas reporté les recettes encaissées durant la période allant du 29 octobre 2010 au 24 décembre 2010 en raison d'un problème au sein de son système d'information qui n'a pas pu être résolu jusqu'à la date du présent rapport ; et
- que la DGI n'a pas reporté les taxes et impôts perçus, de façon manuelle, au niveau des recettes des communes dont le détail ne peut pas être extrait du système d'information de celle-ci.

Cette situation ne permet pas une analyse adéquate des écarts relevés ainsi que leurs ajustements.

Nous recommandons que ces administrations prennent les dispositions nécessaires sur le plan organisationnel et informatique pour assurer l'exhaustivité de leurs déclarations pour les prochains exercices.

5. Non soumission des déclarations certifiées

L'attestation des données des sociétés extractives et des administrations de l'Etat prévue par l'Action 18 préconisée par le Livre source ITIE et des exigences n°12 et n°13 des nouvelles règles ITIE (édition 2011) est importante pour la crédibilité de l'Initiative au Togo.

Par ailleurs et à la date de rédaction du présent rapport, uniquement sept sociétés extractives ont soumis une déclaration certifiée par un auditeur externe. En contre partie, seule la CNSS parmi les administrations et organismes de l'Etat a soumis une déclaration auditée.

Nous recommandons de prendre les mesures nécessaires afin de palier à cette insuffisance par :

- *la sensibilisation des parties prenantes à l'importance de ce volet dans le processus ITIE ; et*
- *la fixation d'un délai raisonnable pour la certification des données.*

8. CONCLUSIONS

Nos conclusions suite aux travaux effectués dans le cadre de notre mandat de réconciliation des flux de paiements effectués par les sociétés extractives et des revenus perçus par l'Etat pour l'exercice 2010 peuvent être résumées comme suit :

1. Un nombre important d'écarts a été constaté entre les montants des paiements déclarés par les sociétés extractives et les montants des revenus perçus par les administrations. Nous avons pu ajuster plusieurs écarts aussi bien au niveau des déclarations des sociétés extractives qu'au niveau des déclarations de l'Etat. Toutefois, plusieurs écarts n'ont pas pu être analysés et ajustés en raison de l'absence du détail ou le défaut de déclaration.
2. Le retard accusé dans la collecte des justificatifs et informations auprès de certaines sociétés extractives et administrations de l'Etat a eu pour conséquence le ralentissement des travaux de réconciliation et des difficultés dans l'ajustement des écarts.
3. L'écart global non ajusté au titre de l'exercice 2010 entre les flux de paiements des sociétés extractives objet de la réconciliation et les revenus de l'Etat s'élève à **1,705,251,288 FCFA** représentant 5.7% du total des recettes déclarées par le Gouvernement pour l'année.

Toutefois cet écart ne peut pas être considéré comme un écart définitif étant donné que les investigations et travaux de rapprochement ont été limités dans le temps et certaines informations nous sont parvenues avec retard.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableaux de production déclarée par les sociétés extractives

| Sociétés | Production | | | | | |
|-----------------------------|------------------------------|-------------------------------------|------------------------|-----------------------------|---------------------------|-------------------|
| | Phosphate brut (en tonne) | Phosphate marchand (en tonne) | Calcaire (en tonne) | Gravier concassé (en m3) | Sable Concassé (en m3) | Eau (en m3) |
| SNPT | 1,873,788 | 865,616 | - | - | - | - |
| WACEM | - | - | 1,656,041 | - | - | - |
| Togo Rail | - | - | - | 9,012 | - | - |
| Togo carrière | - | - | - | 45,156 | - | - |
| Colas | - | - | - | 61,403 | - | - |
| Les Aigles | - | - | - | 3,923 | 1,380 | - |
| CEMAT Industrie | - | - | - | 1,500 | - | - |
| Voltic | - | - | - | - | - | 14,500 |
| BB/Eau Vitale | - | - | - | - | - | 8,408 |
| Horizon Oxygène Clever Sarl | - | - | - | - | - | 35 |
| TdE | - | - | - | - | - | 20,505,122 |
| TOTAL | 1,873,788 | 865,616 | 1,656,041 | 120,994 | 1,380 | 20,528,065 |

nc : non communiqué

Annexe 2 : Répartition des titres miniers par société extractive⁽¹⁾

| Société | Substance principale | Type du permis | Référence du titre | Date d'octroi | Durée (année) | Superficie (en km2) | Localité |
|-----------------------|------------------------------|-------------------------------|-----------------------|---------------|---------------|---------------------|--------------------------|
| SNPT | Phosphate | Exploitation à grande échelle | 97-068/PR | 29/04/97 | 20 | 24,42 | Hahotoe (Vo) |
| | Phosphate | Exploitation à grande échelle | 97-069/PR | 29/04/97 | 20 | 15,46 | Kpogamé (Zio) |
| WACEM | Calcaire | Exploitation à grande échelle | 96-167/PR | 30/12/96 | 20 | 20 | Tabligbo (Yoto) |
| | Calcaire | Exploitation à grande échelle | 2009-177/PR | 12/08/09 | 20 | 5,5 | Tabligbo (Yoto) |
| MM Mining | Fer | Exploitation à grande échelle | 2008-021/PR | 12/02/08 | 20 | NC | Bassar (Bassar) |
| Scantogo Mines | Calcaire | Exploitation à grande échelle | 2009-178/PR | 12/08/09 | 20 | 14,1 | Tabligbo (Yoto) |
| G&B African Resources | Phosphate | Recherche | 012/08/MMEE/DGMG/DRGM | 02/04/08 | 3 | 194,19 | Bassar (Bassar) |
| | Phosphate | Recherche | 013/08/MMEE/DGMG/DRGM | 02/04/08 | 3 | 199,52 | Bassar (Bassar) |
| | Phosphate | Recherche | 014/08/MMEE/DGMG/DRGM | 02/04/08 | 3 | 192,09 | Bassar (Bassar) |
| | Uranium | Recherche | 028/08/MMEE/DGMG/DRGM | 23/05/08 | 3 | 98,14 | Sika Kondji (Yoto) |
| | Uranium | Recherche | 029/08/MMEE/DGMG/DRGM | 23/05/08 | 3 | 101,83 | Agodomé (Yoto) |
| | Uranium | Recherche | 030/08/MMEE/DGMG/DRGM | 23/05/08 | 3 | 196,52 | Gboto Zévé (Yoto) |
| | Uranium | Recherche | 031/08/MMEE/DGMG/DRGM | 23/05/08 | 3 | 200 | Ahépé (Yoto) |
| | Uranium | Recherche | 032/08/MMEE/DGMG/DRGM | 23/05/08 | 3 | 200 | Adangbé (Yoto) |
| | Uranium | Recherche | 033/08/MMEE/DGMG/DRGM | 23/05/08 | 3 | 200 | Kovié (Avé) |
| | Uranium | Recherche | 034/08/MMEE/DGMG/DRGM | 23/05/08 | 3 | 200 | Davié (Zio) |
| RRCC | Zinc et minerais associés | Recherche | 003/MMESG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 100 | Pagala 1 (Blitta) |
| | Zinc et minerais associés | Recherche | 003/MMESG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 100 | Pagala 2 (Blitta) |
| | Zinc et minerais associés | Recherche | 004/MMESG/DGMG/2011 | 04/03/11 | 2 | 100 | Pagala 3 (Blitta) |
| | Zinc et minerais associés | Recherche | 005/MMESG/DGMG/2011 | 03/03/11 | 2 | 100 | Pagala 4 (Blitta) |
| | Nickel et minerais associés | Recherche | 006/MME/SG/DGMG/2011 | 08/03/11 | 2 | 100 | Haïto 2 (Haho) |
| | Nickel et minerais associés | Recherche | 007/MME/SG/DGMG/2011 | 08/03/11 | 2 | 100 | Haïto 3 (Haho) |
| | Nickel et minerais associés | Recherche | 008/MME/SG/DGMG/2011 | 08/03/11 | 2 | 100 | Haïto 4 (Haho) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 009/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 94,5 | Niamtougou 1 (Doufeigou) |

| Société | Substance principale | Type de permis | Référence du titre | Date d'octroi | Durée (année) | Superficie (en km2) | Localité |
|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------|---------------|---------------|---------------------------|--------------------------|
| Silverhill Entreprises Ltd | Uranium et minerais associés | Recherche | 010/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 94,5 | Niamtougou 2 (Goufelgou) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 011/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 94,5 | Niamtougou 3 (Goufelgou) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 012/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 94,5 | Niamtougou 4 (Goufelgou) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 013/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 94,5 | Niamtougou 5 (Goufelgou) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 014/MME/SG/DGMG/2011 | 04/03/11 | 2 | 73,4 | Kara 1 (Kozah) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 015/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 73,4 | Kara 2 (Kozah) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 016/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 73,4 | Kara 3 (Kozah) |
| | Uranium et minerais associés | Recherche | 017/MME/SG/DGMG/2011 | 21/02/11 | 2 | 73,4 | Kara 4 (Kozah) |
| | Phosphate | Recherche | 052/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM | 18/10/08 | 3 | 196 | Kamassi I (Sotouboua) |
| | Phosphate | Recherche | 057/08/MMEE/SG/DGMG/DRGM | 16/10/08 | 3 | 182 | Kamassi II (Sotouboua) |
| | Or | Prospection | 0398/DGMG/DRGM | 17/12/09 | 2 | 760 | Agbandi (Blitta) |
| | Or | Prospection | 0399/DGMG/DRGM | 17/12/09 | 2 | 760 | Agbandi (Blitta) |
| | Or | Prospection | 0138/DGMG/DRGM | 28/06/09 | 2 | NC | Agbandahoudé (Assoli) |
| | Ilménite | Recherche | 047/07/MME/DGMG/DRGM | 02/07/07 | 3 | 200 | Bagbé (Avé) |
| | Monazite | Recherche | 048/07/MME/DGMG/DRGM | 02/07/07 | 3 | 50 | Bassan Kopé (moyen Mono) |
| | Marbre | Exploitation à Petite Echelle | 050/07/MME/DGMG/DDCM | 27/07/07 | 5 | 0,3 | Fafahoué (Ogou) |
| | Grenat almandin | Exploitation à Petite Echelle | 049/MME/DGMG/DDCM | 27/07/07 | 5 | 01 | Gamé (Ogou) |
| Granite | Exploitation à Petite Echelle | 054/MME/DGMG/DDCM | 27/07/07 | 5 | 0,11 | Glito (Ogou) | |
| Or | Exploitation à Petite Echelle | NC | NC | 5 | 0,106 | Tchemberi Soudou (Assoli) | |
| Future Investment | | | | | | | |

| Société | Substance principale | Type du permis | Référence du titre | Date d'octroi | Durée (année) | Superficie (en km2) | Localité |
|-----------------------------|----------------------|---------------------------|--|---------------|--------------------|---------------------|-----------------------|
| Togo Minerals | Diamant | Recherche | NC | NC | NC | NC | NC |
| ENI Togo | Hydrocarbures | Recherche et exploitation | - Décret n°2010-118/PR - Décret n°2010-120/PR | 25/10/10 | 2 ans et 3 mois | 1.515 4.677 | Offshore Togo |
| Togo rail | Gneiss | Matériaux de construction | 026/06/MMEE | 11/05/09 | 3 | 0.80 | Agbélouvé (Zio) |
| Togo carrière | migmatite | Matériaux de construction | 046/08/MMEE/SG/DGMG | 12/09/08 | 3 | 0.30 | Lilikopé (Zio) |
| COLAS | Gneiss | Matériaux de construction | 045/09/MME/SG/DGMG | 05/11/09 | 3 | 0,12 | Gbleinvié (Zio) |
| ENCOTRA/Les Aigles | gneiss | Matériaux de construction | 040/09/MME/SG/DGMG | 05/11/09 | 3 | 0,02 | Todomé (Zio) |
| CEMAT | Sable silteux | Matériaux de construction | 0236/09/DGMG/DDCM | 28/07/09 | 1 | - | Séwatsr kopé (Lacs) |
| EBOMAF | Migmatite | Matériaux de Construction | Expiré | NC | NC | NC | NC |
| Voltic | gneiss | Matériaux de Construction | Pas de permis | NA | NA | NA | NA |
| BB/Eau Vitale | Eau minérale | Eau Minérale | 007/MEMEPT | 05/02/05 | 5 | 0.01 | Amla- Kope (Zio) |
| Horizon Oxygène Clever Sarl | Eau minérale | Eau Minérale | 031/MME/SG/DGMG | 30/06/09 | 5 | NC | Assagba-Kondji (Lacs) |
| TdE | Eau minérale | Eau Minérale | 026/06/MMEE/DGMG | 18/09/06 | 10 | 0.046 | Agomé-Tomégbé (Kloto) |
| | Eau minérale | NA | NA | NA | NA | NA | NAA |

NC : non communiqué - NA : non applicable - (1) source : Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG)

Annexe 3 : Fiche signalétique des sociétés incluses au référentiel ITIE 2010

| Société | Date de Création | Type d'activité | Nationalité du Promoteur | Capital (en Million de FCFA) | % de Participation de l'Etat |
|-----------------------------|------------------|---|--------------------------|------------------------------|------------------------------|
| SNPT | Mai 2007 | Extraction-traitement et commercialisation des phosphates | Togolaise | 15 000 | 100% |
| WACEM | 1996 | Exploitation de calcaire | Indienne | 5 500 | 10% |
| MM Mining | 2006 | Extraction de minerais de Fer | Indienne | 1 500 | 10% (des bénéfices) |
| Scantogo Mines | 2011 | Activité non démarrée | Norvégienne | 10 | 10% |
| G&B African Resources | 2008 | Recherche minier (Phosphates-Atapulgités) | Britannique | 1 | - |
| RRCC | 2008 | Recherche minier (Zn, N, Cu, P, Al) | NC | NC | - |
| Silverhill Entreprises Ltd | NC | NC | NC | NC | - |
| Global Merchants | NC | NC | NC | NC | - |
| Future Investment | NC | NC | NC | NC | - |
| Togo Minerals | NC | NC | NC | NC | - |
| ENI Togo | 2010 | Exploration pétrolière | Italienne | NC | - |
| Togo rail | 2002 | Exploitation de carrière | Indienne | 1 500 | - |
| Togo Carrière | 2005 | Extraction de gravier concassé | Libanaise | 10 | - |
| COLAS | 2009 | Bâtiments & Travaux publics et exploitation de carrière | Française | NC | - |
| ENCOTRA | 2009 | Construction de travaux publics et d'aménagement | Togolaise | 768 | - |
| CEMAT | NC | NC | NC | NC | - |
| EBOMAF | NC | NC | NC | NC | - |
| Voltic | 2000 | Production et commercialisation d'eau minérale | Britannique | 5 | 10% |
| BB/Eau Vitale | 1964 | Production et vente de boissons (alcoolisées, gazeuses et eau minérale) | NC | 1 278 | - |
| Horizon Oxygène Clever Sarl | 2010 | Production et commercialisation d'eau minérale | Togolaise | 1 | - |
| TdE | 1964 | Production et distribution d'eau potable en zone urbaine | Togolaise | 1 450 | 100% |

NC : non communiqué

Annexe 4 : Tableaux de réconciliation par société

| | | | | |
|---------------------------------------|----------|--------------------|-----------------|-----------|
| Nom de l'entité | SNPT | | | |
| Numéro d'Identification Fiscale (NIF) | 073905 K | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 15637 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | PHOSPHATE BRUT | Production (TM) | 1,873,788 |
| | 2. | PHOSPHATE MARCHAND | Production (TM) | 865,616 |

| Taxes | Nomenclature des flux | Compagnies du secteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|--|-----------------------------|-------------|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------|--------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| | Direction Générale des Impôts (DGI) | | | | | | | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | | - | - | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 1,213,794,000 | | 1,213,794,000 | 1,213,794,000 | | 1,213,794,000 | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | | - | - | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 229,175,528 | | 229,175,528 | 229,175,528 | | 229,175,528 | - |
| 5 | Taxes Foncières | 32,920,953 | | 32,920,953 | 3,960,476 | 28,960,477 | 32,920,953 | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 85,226,752 | | 85,226,752 | 85,226,752 | | 85,226,752 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 227,628,743 | | 227,628,743 | 227,628,743 | | 227,628,743 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 3,276,750 | | 3,276,750 | 3,276,750 | | 3,276,750 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | | - | - | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | | - | - | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | - | | - | - | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | | - | - | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | - | | - | - | | - | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 945,116,711 | | 945,116,711 | 7,707,387 | | 7,707,387 | 937,409,324 |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | - | | - | 74,411,606 | | 74,411,606 | (74,411,606) |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | - | | - | 74,426,588 | | 74,426,588 | (74,426,588) |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | - | | - | 74,426,588 | | 74,426,588 | (74,426,588) |
| 18 | Taxe de péage | - | | - | - | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | - | | - | 855,000 | | 855,000 | (855,000) |
| 20 | Timbre douanier | 4,935,815 | | 4,935,815 | 9,038,615 | | 9,038,615 | (4,102,800) |
| 21 | Carte et vignette | - | | - | - | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | - | | - | 4,244,000 | | 4,244,000 | (4,244,000) |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | | - | 10,600,654 | | 10,600,654 | (10,600,654) |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | | - | - | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | | - | - | | - | - |
| 26 | Remises | - | | - | - | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | | - | - | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | | - | - | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | | - | - | | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | 17,514,000 | (2,514,000) | 15,000,000 | 15,000,000 | | 15,000,000 | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | 20,389,500 | 2,514,000 | 22,903,500 | 22,903,500 | | 22,903,500 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | - | | - | - | | - | - |
| 33 | Dividendes | - | | - | - | | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | | - | - | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | | - | - | | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | | - | - | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | | - | - | | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | | - | - | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | | - | - | | - | - |
| | Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | | - | - | | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 547,808,697 | | 547,808,697 | 547,808,687 | | 547,808,687 | 10 |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | - | | - | - | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | - | | - | - | | - | - |
| | Total des paiements directs | 3,327,787,449 | - | 3,327,787,449 | 2,604,484,874 | 28,960,477 | 2,633,445,351 | 694,342,098 |

| | | | |
|--------------------------------------|----------|----------|------------------------------|
| Nom de l'entité | WACEM | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 962270 K | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 0008815 | | |
| Type de produit extrait | 1. | Calcaire | Production (Tonne) 1,656,041 |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|--------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 2,382,990,487 | - | 2,382,990,487 | 2,390,801,587 | (7,811,100) | 2,382,990,487 | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | 1,718,125,000 | 1,280,468 | 1,719,405,468 | 1,787,914,505 | (68,509,037) | 1,719,405,468 | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 43,514,689 | - | 43,514,689 | - | 43,514,689 | 43,514,689 | - |
| 5 | Taxes Foncières | 5,970,765 | 173,545,043 | 179,515,808 | - | 179,515,808 | 179,515,808 | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 16,231,443 | - | 16,231,443 | 16,231,443 | - | 16,231,443 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 21,662,701 | (1,280,468) | 20,382,233 | 20,382,233 | - | 20,382,233 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 843,625 | - | 843,625 | 62,625 | 781,000 | 843,625 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 152,152,672 | - | 152,152,672 | 181,265,772 | (29,113,100) | 152,152,672 | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | - | - | - | - | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | 66,260,447 | - | 66,260,447 | 510,726,969 | (444,466,522) | 66,260,447 | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | - | - | - | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 700,000,000 | - | 700,000,000 | 150,100,241 | 549,899,759 | 700,000,000 | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 1,882,260 | - | 1,882,260 | 1,882,260 | - | 1,882,260 | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | 260,121 | - | 260,121 | 260,121 | - | 260,121 | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | 260,121 | - | 260,121 | 260,121 | - | 260,121 | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | 260,121 | - | 260,121 | 260,121 | - | 260,121 | - |
| 18 | Taxe de péage | 40,000 | (40,000) | - | - | - | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | - | - | - | 10,000 | - | 10,000 | (10,000) |
| 20 | Timbre douanier | - | - | - | - | - | - | - |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | - | 40,000 | 40,000 | 40,000 | - | 40,000 | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 5,168,649 | - | 5,168,649 | 5,168,649 | - | 5,168,649 | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | - | - | - | - | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | 6,300,000 | - | 6,300,000 | 6,300,000 | - | 6,300,000 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | 634,503,612 | - | 634,503,612 | 634,503,612 | - | 634,503,612 | - |
| 33 | Dividendes | 1,000,000,000 | - | 1,000,000,000 | - | 1,000,000,000 | 1,000,000,000 | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | - | - | - | - | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 140,422,773 | - | 140,422,773 | 140,422,773 | - | 140,422,773 | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | - | 86,772,521 | 86,772,521 | 86,772,520 | - | 86,772,520 | 1 |
| 43 | Taxes Communales | - | 86,772,521 | 86,772,521 | 86,772,521 | - | 86,772,521 | 0 |
| Total des paiements directs | | 6,896,849,486 | 347,090,085 | 7,243,939,571 | 6,020,138,073 | 1,223,811,497 | 7,243,949,570 | (9,999) |

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------|----------------|---------------|-----|
| Nom de l'entité | MM Mining | | Production () | N/A |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 071225T7 | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 13961 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Minéral de Fer | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|----------|------------------|-------------------|----------------|------------------|---------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | 50,000 | | 50,000 | 50,000 | | 50,000 | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | - | | - | - | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | | - | - | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | - | | - | - | | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | 364,000 | | 364,000 | - | 364,000 | 364,000 | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 545,280 | | 545,280 | 545,280 | | 545,280 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | - | | - | - | | - | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 47,500 | | 47,500 | 47,501 | | 47,501 | (1) |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | | - | - | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | | - | - | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | - | | - | - | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | | - | - | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 5,000 | | 5,000 | 5,000 | | 5,000 | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | - | | - | - | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | - | | - | - | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | - | | - | - | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | - | | - | - | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | - | | - | - | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | 50,000 | | 50,000 | 35,000 | | 35,000 | 15,000 |
| 20 | Timbre douanier | - | | - | - | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | - | | - | - | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | - | | - | - | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | | - | - | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | | - | - | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | | - | - | | - | - |
| 26 | Remises | - | | - | - | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | | - | - | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | | - | - | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | | - | - | | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | | - | - | | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | - | | - | - | | - | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | - | | - | - | | - | - |
| 33 | Dividendes | - | | - | - | | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | | - | - | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | | - | - | | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | | - | - | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | | - | - | | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | | - | - | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | | - | - | | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | | - | - | | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 4,247,523 | | 4,247,523 | 4,247,523 | | 4,247,523 | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | - | | - | - | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | - | | - | - | | - | - |
| Total des paiements directs | | 5,309,303 | - | 5,309,303 | 4,930,304 | 364,000 | 5,294,304 | 14,999 |

| | | | | |
|--------------------------------------|----------------|-----|---------------|-----|
| Nom de l'entité | Scantogo Mines | | Production () | N/A |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 101499 D | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 17828 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | N/A | | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|---|---------------------------|----------|----------------------|-------------------|----------|-------------------|--------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| Direction Générale des Impôts (DGI) | | | | | | | | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | | | - | | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | | | - | | | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | | | - | | | - | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | | | - | | | - | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | | | - | | | - | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | | | - | | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | | | - | | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | 7,500,000 | | 7,500,000 | 7,500,000 | | 7,500,000 | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | 4,230,000 | | 4,230,000 | 4,230,000 | | 4,230,000 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | 990,000,000 | | 990,000,000 | | | | 990,000,000 |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | | | - | | | - | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | | | - | | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| Total des paiements directs | | 1,001,730,000 | - | 1,001,730,000 | 11,730,000 | - | 11,730,000 | 990,000,000 |

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------------------|-----|---------------|-----|
| Nom de l'entité | G&B African Resources | | Production () | N/A |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 081762U/504094 Y | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 17581 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | N/A | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|----------|------------------|-------------------|----------|------------------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | - | - | - | - | - | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | - | - | - | - | - | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | 337,500 | - | 337,500 | 337,500 | - | 337,500 | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 143,183 | - | 143,183 | 143,183 | - | 143,183 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 454,048 | - | 454,048 | 454,048 | - | 454,048 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 2,250 | - | 2,250 | 2,250 | - | 2,250 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | - | - | - | - | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | - | - | - | - | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | 85,500 | - | 85,500 | 85,500 | - | 85,500 | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | - | - | - | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 31,160 | - | 31,160 | 31,160 | - | 31,160 | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | - | - | - | - | - | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | - | - | - | - | - | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | - | - | - | - | - | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | - | - | - | - | - | - | - |
| 18 | Taxe de péage | - | - | - | - | - | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | - | - | - | - | - | - | - |
| 20 | Timbre douanier | - | - | - | - | - | - | - |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | - | - | - | - | - | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | - | - | - | - | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | - | - | - | - | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | 4,010,155 | - | 4,010,155 | 4,010,155 | - | 4,010,155 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | - | - | - | - | - | - | - |
| 33 | Dividendes | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | - | - | - | - | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | - | - | - | - | - | - | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | - | - | - | - | - | - | - |
| 43 | Taxes Communales | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des paiements directs | | 5,063,796 | - | 5,063,796 | 5,063,796 | - | 5,063,796 | - |

| | | | | |
|--------------------------------------|---------|-----|---------------|-----|
| Nom de l'entité | RRCC | | Production () | N/A |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 533046Y | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 13715 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | N/A | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|----------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | | | - | | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | | | - | | | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques(IRPP) | 1,159,779 | | 1,159,779 | | 1,159,779 | 1,159,779 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 1,605,548 | | 1,605,548 | | 1,605,548 | 1,605,548 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 6,000 | | 6,000 | | 6,000 | 6,000 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | | | - | | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | | | - | | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | | | - | | | - | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | | | - | | | - | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| | Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 9,976,876 | | 9,976,876 | 9,976,866 | | 9,976,866 | 10 |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | | | - | | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| | Total des paiements directs | 12,748,203 | - | 12,748,203 | 9,976,866 | 2,771,327 | 12,748,193 | 10 |

| | | | | |
|--------------------------------------|------------------|----|---------------|----|
| Nom de l'entité | Global Merchants | | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | | | | |
| Type de produit extrait | 1. | NA | Production () | NA |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|--------|-------|-------------------|--------|---------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | | | - | | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | | | - | | | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques(IRPP) | | | - | | | - | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | | | - | | | - | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | | | - | | | - | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | | | - | | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | | | - | | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | | | - | 453,000 | | 453,000 | (453,000) |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | | | - | | | - | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| | Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | | | - | | | - | - |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | | | - | | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| | Total des paiements directs | | | - | 453,000 | - | 453,000 | (453,000) |

| | | | | |
|--------------------------------------|------------------|----|---------------|----|
| Nom de l'entité | Togo Minerals sa | | Production () | NA |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | | | | |
| Type de produit extrait | 1. | NA | | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|---|---------------------------|--------|-------|-------------------|--------|---------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| Direction Générale des Impôts (DGI) | | | | | | | | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | | | - | | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | | | - | | | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | | | - | | | - | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | | | - | | | - | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | | | - | | | - | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | | | - | | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | | | - | | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | | | - | 893,250 | | 893,250 | (893,250) |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | | | - | | | - | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | | | - | | | - | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | | | - | | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| Total des paiements directs | | | | - | 893,250 | - | 893,250 | (893,250) |

| | | | | |
|--------------------------------------|----------|-----|---------------|-----|
| Nom de l'entité | ENI Togo | | Production () | N/A |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 112800 A | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 17548 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | N/A | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|----------|----------------------|----------------------|----------|----------------------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | | | - | | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | | | - | | | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques(IRPP) | | | - | | | - | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | | | - | | | - | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | | | - | | | - | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | | | - | | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | | | - | | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | 61,300,800 | | 61,300,800 | 61,300,800 | | 61,300,800 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | | | - | | | - | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | 6,435,000,000 | | 6,435,000,000 | 6,435,000,000 | | 6,435,000,000 | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| | Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | | | - | | | - | - |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | | | - | | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| | Total des paiements directs | 6,496,300,800 | - | 6,496,300,800 | 6,496,300,800 | - | 6,496,300,800 | - |

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------|---------|-----------------|-------|
| Nom de l'entité | Togo Rail | | Production (m3) | 9,012 |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 022860 E | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 11471 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Gravier | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | 1,185,679 | (450,000) | 735,679 | 735,679 | | 735,679 | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | 4,298,323 | | 4,298,323 | 4,298,323 | | 4,298,323 | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 4,477,165 | (3,230,523) | 1,246,642 | 554,172 | 692,470 | 1,246,642 | - |
| 5 | Taxes Foncières | 1,118,207 | | 1,118,207 | 1,118,206 | | 1,118,206 | 1 |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 1,890,075 | (151,778) | 1,738,297 | 1,738,297 | | 1,738,297 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 13,796,563 | (1,054,372) | 12,742,191 | 12,742,191 | | 12,742,191 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 270,625 | (35,000) | 235,625 | 235,625 | | 235,625 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | 377,512 | | 377,512 | | 377,512 | 377,512 | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | 1,762,505 | (4,000) | 1,758,505 | 1,733,505 | 25,000 | 1,758,505 | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 2,477,460 | | 2,477,460 | 2,477,460 | | 2,477,460 | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 3,304,485 | | 3,304,485 | 2,612,799 | 691,686 | 3,304,485 | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | 187,233 | | 187,233 | 152,649 | 34,584 | 187,233 | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | 187,233 | | 187,233 | 152,649 | 34,584 | 187,233 | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | 187,233 | | 187,233 | 152,649 | 34,584 | 187,233 | - |
| 18 | Taxe de péage | | 100,000 | 100,000 | | 100,000 | 100,000 | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | 100,000 | (90,000) | 10,000 | 10,000 | | 10,000 | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | 10,000 | (10,000) | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 4,067,907 | | 4,067,907 | 3,301,851 | 766,056 | 4,067,907 | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | 200,000 | (100,000) | 100,000 | 100,000 | | 100,000 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | 2,376,500 | (901,200) | 1,475,300 | 1,475,300 | | 1,475,300 | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 14,959,363 | 644,434 | 15,603,797 | 15,603,797 | | 15,603,797 | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | | | - | | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| Total des paiements directs | | 57,234,068 | (5,282,439) | 51,951,629 | 49,195,152 | 2,756,476 | 51,951,628 | 1 |

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------------|--------------------|-----------------|--------|
| Nom de l'entité | Togo carrière | | Production (m3) | 45,156 |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 5002977/051213X | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 12806 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Graviers Concassés | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | 3,000,000 | | 3,000,000 | 1,500,000 | 1,500,000 | 3,000,000 | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 1,400,000 | | 1,400,000 | 700,000 | 1,479,143 | 2,179,143 | (779,143) |
| 5 | Taxes Foncières | | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 1,140,774 | 134,760 | 1,275,534 | 433,542 | 950,580 | 1,384,122 | (108,588) |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 4,820,243 | 853,496 | 5,673,739 | 2,176,006 | 4,016,435 | 6,192,441 | (518,702) |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 160,500 | 3,000 | 163,500 | 71,125 | 109,875 | 181,000 | (17,500) |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 43,680,345 | 2,062,827 | 45,743,172 | 17,301,330 | 28,441,842 | 45,743,172 | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | 363,130 | 33,855 | 396,985 | 145,000 | 288,340 | 433,340 | (36,355) |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 5,097,634 | | 5,097,634 | | | - | 5,097,634 |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | 670,152 | | 670,152 | | | - | 670,152 |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | 557,652 | | 557,652 | | | - | 557,652 |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | 557,652 | | 557,652 | | | - | 557,652 |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | 240,000 | | 240,000 | | | - | 240,000 |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 11,196,720 | | 11,196,720 | | | - | 11,196,720 |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | 622,039 | | 622,039 | | | - | 622,039 |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | 1,013,817 | | 1,013,817 | | | - | 1,013,817 |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | 100,000 | | 100,000 | 100,000 | | 100,000 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | 3,460,900 | | 3,460,900 | 3,460,900 | | 3,460,900 | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 13,427,719 | 2,589,029 | 16,016,748 | 17,000,748 | | 17,000,748 | (984,000) |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | 3,150,000 | | 3,150,000 | 3,150,000 | | 3,150,000 | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| Total des paiements directs | | 94,659,277 | 5,676,967 | 100,336,244 | 46,038,651 | 36,786,215 | 82,824,866 | 17,511,378 |

| | | | | |
|--------------------------------------|----------|-----------|-----------------|--------|
| Nom de l'entité | Colas | | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 092685 X | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 16462 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | CONCASSES | Production (m3) | 61,403 |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|-------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 182,051,000 | - | 182,051,000 | 182,051,000 | - | 182,051,000 | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 20,810,691 | 13,014 | 20,823,705 | 20,823,705 | - | 20,823,705 | - |
| 5 | Taxes Foncières | 14,123,010 | 5,637,624 | 19,760,634 | 18,659,737 | - | 18,659,737 | 1,100,897 |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 38,393,324 | 9,459,782 | 47,853,106 | 47,853,106 | - | 47,853,106 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 35,849,830 | 15,407,283 | 51,257,113 | 51,257,113 | - | 51,257,113 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 720,000 | 43,625 | 763,625 | 763,625 | - | 763,625 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | 2,497,500 | 2,497,500 | 2,497,500 | - | 2,497,500 | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | 1,358,808 | - | 1,358,808 | - | - | - | 1,358,808 |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | 303,820,812 | - | 303,820,812 | 308,155,750 | (9,056,250) | 299,099,500 | 4,721,312 |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | - | - | - | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 4,551,300 | 94,585 | 4,645,885 | 4,645,885 | - | 4,645,885 | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 149,024,209 | - | 149,024,209 | 231,211,443 | - | 231,211,443 | (82,187,234) |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | - | - | - | 23,982,039 | - | 23,982,039 | (23,982,039) |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | - | - | - | 24,261,657 | - | 24,261,657 | (24,261,657) |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | - | - | - | 24,261,657 | - | 24,261,657 | (24,261,657) |
| 18 | Taxe de péage | - | - | - | - | - | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | - | - | - | 1,420,000 | - | 1,420,000 | (1,420,000) |
| 20 | Timbre douanier | - | - | - | 44,806 | - | 44,806 | (44,806) |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | - | - | - | 8,236,000 | - | 8,236,000 | (8,236,000) |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | - | - | 489,719,205 | - | 489,719,205 | (489,719,205) |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | - | - | - | - | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | - | 100,000 | 100,000 | 100,000 | - | 100,000 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | 5,797,678 | (100,000) | 5,697,678 | 5,697,678 | - | 5,697,678 | - |
| 33 | Dividendes | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | - | - | - | - | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 123,276,642 | - | 123,276,642 | 123,276,642 | - | 123,276,642 | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | 3,165,000 | - | 3,165,000 | 3,165,000 | - | 3,165,000 | - |
| 43 | Taxes Communales | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des paiements directs | | 882,942,304 | 33,153,413 | 916,095,717 | 1,572,083,548 | (9,056,250) | 1,563,027,298 | (646,931,581) |

| | | | | |
|--------------------------------------|----------|----|---------------|----|
| Nom de l'entité | ENCOTRA | | Production () | NA |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 957241 Z | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 7429 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | NA | | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Compagnies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|--|----------------------------|----------|-------------------|-------------------|-----------|-------------------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| | Direction Générale des Impôts (DGI) | | | | | | | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 17,092,212 | - | 17,092,212 | 17,296,612 | (204,400) | 17,092,212 | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | - | - | 280,646 | (280,646) | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 2,409,000 | - | 2,409,000 | 2,409,000 | - | 2,409,000 | - |
| 5 | Taxes Foncières | 420,951 | - | 420,951 | 420,951 | - | 420,951 | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques(IRPP) | 2,513,500 | - | 2,513,500 | 2,513,500 | - | 2,513,500 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 4,478,165 | - | 4,478,165 | 4,308,754 | 169,411 | 4,478,165 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 40,875 | - | 40,875 | 40,875 | - | 40,875 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 2,462,852 | - | 2,462,852 | 2,462,852 | - | 2,462,852 | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | - | - | - | - | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | - | - | - | 7,141 | (7,141) | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | - | - | - | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 1,671,146 | - | 1,671,146 | 1,348,370 | 322,776 | 1,671,146 | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 2,944,510 | - | 2,944,510 | 2,944,510 | - | 2,944,510 | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | 234,750 | - | 234,750 | 234,750 | - | 234,750 | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | 234,750 | - | 234,750 | 234,750 | - | 234,750 | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | 234,750 | - | 234,750 | 234,750 | - | 234,750 | - |
| 18 | Taxe de péage | - | - | - | - | - | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | 35,000 | - | 35,000 | 35,000 | - | 35,000 | - |
| 20 | Timbre douanier | - | - | - | - | - | - | - |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | 92,000 | - | 92,000 | 92,000 | - | 92,000 | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 4,898,837 | - | 4,898,837 | 4,898,837 | - | 4,898,837 | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | - | - | - | - | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | 100,000 | - | 100,000 | 100,000 | - | 100,000 | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | 530,300 | - | 530,300 | 530,300 | - | 530,300 | - |
| 33 | Dividendes | - | - | - | - | - | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| | Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | - | - | - | - | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 7,763,819 | - | 7,763,819 | 7,763,819 | - | 7,763,819 | - |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | - | - | - | - | - | - | - |
| 43 | Taxes Communales | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total des paiements directs | 48,157,417 | - | 48,157,417 | 48,157,417 | - | 48,157,417 | - |

| | | | | |
|--------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|-------|
| Nom de l'entité | Les Aigles | | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 094129 B/505555V | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Gravier concassé | Production (m3) | 3,923 |
| | 2. | Sable concassé | Production (m3) | 1,380 |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Compagnies du secteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|-----------------------------|----------|------------------|-------------------|----------|------------------|-------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 25,000 | - | 25,000 | 25,000 | - | 25,000 | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 20,000 | - | 20,000 | 20,000 | - | 20,000 | - |
| 5 | Taxes Foncières | - | - | - | - | - | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | - | - | - | - | - | - | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 259,288 | - | 259,288 | 259,288 | - | 259,288 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | - | - | - | - | - | - | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 1,313,049 | - | 1,313,049 | 1,313,049 | - | 1,313,049 | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | - | - | - | - | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | - | - | - | - | - | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | - | - | - | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 4,000 | - | 4,000 | 4,000 | - | 4,000 | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | - | - | - | - | - | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | - | - | - | - | - | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | - | - | - | - | - | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | - | - | - | - | - | - | - |
| 18 | Taxe de péage | - | - | - | - | - | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | - | - | - | - | - | - | - |
| 20 | Timbre douanier | - | - | - | - | - | - | - |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | - | - | - | - | - | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | - | - | - | - | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | - | - | - | - | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | - | - | - | - | - | - | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | - | - | - | - | - | - | - |
| 33 | Dividendes | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | - | - | - | - | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | - | - | - | - | - | - | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | - | - | - | - | - | - | - |
| 43 | Taxes Communales | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des paiements directs | | 1,621,337 | - | 1,621,337 | 1,621,337 | - | 1,621,337 | - |

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------------|---------|-----------------|-------|
| Nom de l'entité | CEMAT Industrie | | Production (m3) | 1,500 |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 956317 L | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 9854 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Gravier | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|----------|----------------|-------------------|----------|----------------|------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | | | - | | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | | | - | | | - | - |
| 5 | Taxes Foncières | | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques(IRPP) | | | - | | | - | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | | | - | | | - | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | | | - | 153,000 | | 153,000 | (153,000) |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | | | - | 22,500 | | 22,500 | (22,500) |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | | | - | | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaries | | | - | | | - | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | | | - | | | - | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| | Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | | | - | | | - | - |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | 650,000 | | 650,000 | 650,000 | | 650,000 | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| | Total des paiements directs | 650,000 | - | 650,000 | 825,500 | - | 825,500 | (175,500) |

| | | | | |
|--------------------------------------|----------|-----|-----------------|--------|
| Nom de l'entité | Voitic | | Production (M3) | 14,500 |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 002963 M | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 10947 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Eau | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|---------------|--------------------|-------------------|----------|-------------------|-------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 6,349,610 | - | 6,349,610 | 5,007,517 | - | 5,007,517 | 1,342,093 |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | 2,383,255 | - | 2,383,255 | 2,383,255 | - | 2,383,255 | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 5,956,596 | - | 5,956,596 | 5,956,596 | - | 5,956,596 | - |
| 5 | Taxes Foncières | 239,223 | - | 239,223 | 239,223 | - | 239,223 | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 853,375 | (725,355) | 128,020 | 128,020 | - | 128,020 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 14,202,499 | - | 14,202,499 | 14,202,499 | - | 14,202,499 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 128,020 | 725,355 | 853,375 | 853,375 | - | 853,375 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 990,533 | - | 990,533 | 990,532 | - | 990,532 | 1 |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | 228,000 | - | 228,000 | - | - | - | 228,000 |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | - | - | - | - | - | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | - | - | - | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | 3,188,314 | - | 3,188,314 | 3,188,314 | - | 3,188,314 | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 37,874,917 | - | 37,874,917 | 9,125,148 | - | 9,125,148 | 28,749,769 |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | 1,069,056 | - | 1,069,056 | 1,047,018 | - | 1,047,018 | 22,038 |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | 1,069,056 | - | 1,069,056 | 1,047,018 | - | 1,047,018 | 22,038 |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | 1,069,056 | - | 1,069,056 | 1,047,018 | - | 1,047,018 | 22,038 |
| 18 | Taxe de péage | - | - | - | - | - | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | - | - | - | 220,000 | - | 220,000 | (220,000) |
| 20 | Timbre douanier | - | - | - | - | - | - | - |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | 1,630,000 | - | 1,630,000 | 1,674,000 | - | 1,674,000 | (44,000) |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 21,613,231 | - | 21,613,231 | 20,909,782 | - | 20,909,782 | 703,449 |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | - | - | 600,000 | - | 600,000 | (600,000) |
| 31 | Redevances Superficiaries | - | - | - | 100,000 | - | 100,000 | (100,000) |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | - | - | - | - | - | - | - |
| 33 | Dividendes | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | 88,305 | - | 88,305 | - | 88,305 | 88,305 | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | 1,766,100 | - | 1,766,100 | 1,854,405 | (88,305) | 1,766,100 | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | 1,416,836 | 74,026 | 1,490,862 | 1,490,843 | - | 1,490,843 | 19 |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 26,329,253 | - | 26,329,253 | 26,329,253 | - | 26,329,253 | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | 200,000 | - | 200,000 | 200,000 | - | 200,000 | - |
| 43 | Taxes Communales | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des paiements directs | | 128,645,235 | 74,026 | 128,719,261 | 98,593,816 | - | 98,593,816 | 30,125,445 |

| | | | |
|--------------------------------------|---------------------|-----------------|--------|
| Nom de l'entité | BB/Eau Vitale | Production (HL) | 84,085 |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 950093 B | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 213 - 0120 - 000065 | | |
| Type de produit extrait | 1. Eau vitale | | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Direction Générale des Impôts (DGI) | | | | | | | |
| | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | | | - | | | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | 1,305,612,065 | | 1,305,612,065 | 1,305,612,065 | | 1,305,612,065 | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | 1,190,007,100 | 137,883,521 | 1,327,890,621 | 1,327,890,621 | | 1,327,890,621 | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 317,783,641 | | 317,783,641 | 284,791,149 | 32,992,492 | 317,783,641 | - |
| 5 | Taxes Foncières | 28,713,411 | | 28,713,411 | 23,383,426 | 5,329,985 | 28,713,411 | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 240,231,747 | 360,577,697 | 600,809,444 | 597,694,114 | 3,115,330 | 600,809,444 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 143,435,337 | | 143,435,337 | 128,511,396 | 14,923,941 | 143,435,337 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 816,500 | | 816,500 | 10,301,978 | (9,485,478) | 816,500 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 2,486,844,287 | | 2,486,844,287 | 2,486,844,287 | | 2,486,844,287 | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | 275,414,417 | | 275,414,417 | 259,758,798 | 15,655,619 | 275,414,417 | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | 3,409,421,728 | (3,409,421,728) | - | 3,563,653,258 | (3,563,653,258) | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | | 1,000 | 1,000 | 1,000 | | 1,000 | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 4,299,600,690 | | 4,299,600,690 | 990,677,308 | | 990,677,308 | 3,308,923,382 |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | 105,600,925 | | 105,600,925 | (105,600,925) |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | 110,500,358 | | 110,500,358 | (110,500,358) |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | 113,082,343 | | 113,082,343 | (113,082,343) |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | 4,385,000 | | 4,385,000 | (4,385,000) |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | 25,310,000 | | 25,310,000 | (25,310,000) |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | 2,333,584,096 | | 2,333,584,096 | (2,333,584,096) |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | | | - | | | - | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | | | - | | | - | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| | Togolaise des Eaux (Tde) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | 1,794,455 | (1,794,455) | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 359,284,431 | | 359,284,431 | 320,073,960 | 39,210,471 | 359,284,431 | - |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | | | - | | | - | - |
| 43 | Taxes Communales | | | - | | | - | - |
| | Total des paiements directs | 14,057,165,354 | (2,910,959,510) | 11,146,205,844 | 13,993,450,537 | (3,463,705,353) | 10,529,745,184 | 616,460,660 |

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|-----|-----------------|----|
| Nom de l'entité | Horizon Oxygène Clever Sarl | | Production (M3) | 35 |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 101232A | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 16835 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Eau | | |

| Taxes | Nomenclature des flux Direction Générale des Impôts (DGI) | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|--|--|---------------------------|------------------|------------------|-------------------|----------|----------------|------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | - | - | - | - | - | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 40,000 | - | 40,000 | - | - | - | 40,000 |
| 5 | Taxes Foncières | 10,500 | - | 10,500 | - | - | - | 10,500 |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | - | - | - | - | - | - | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 202,930 | (202,930) | - | - | - | - | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 21,000 | (21,000) | - | - | - | - | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 449,396 | (449,396) | - | - | - | - | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | - | - | - | - | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | - | - | - | - | - | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | - | - | - | - | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | 1,800,000 | - | 1,800,000 | 112,810 | - | 112,810 | 1,687,190 |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | - | - | - | 11,281 | - | 11,281 | (11,281) |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | - | - | - | 11,281 | - | 11,281 | (11,281) |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | - | - | - | 11,281 | - | 11,281 | (11,281) |
| 18 | Taxe de péage | - | - | - | - | - | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | - | - | - | 5,000 | - | 5,000 | (5,000) |
| 20 | Timbre douanier | - | - | - | - | - | - | - |
| 21 | Carte et vignette | - | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | - | - | - | 2,000 | - | 2,000 | (2,000) |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | - | - | - | 229,816 | - | 229,816 | (229,816) |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | - | - | - | - | - | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | - | - | - | - | - | - | - |
| 26 | Remises | - | - | - | - | - | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | - | - | - | - | - | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | - | - | - | - | - | - | - |
| 31 | Redevances Superficières | 50,000 | - | 50,000 | - | - | - | 50,000 |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | - | - | - | - | - | - | - |
| 33 | Dividendes | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | - | - | - | - | - | - | - |
| 35 | Bonus de signature | - | - | - | - | - | - | - |
| 36 | Bonus de production | - | - | - | - | - | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | - | - | - | - | - | - | - |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | - | - | - | - | - | - | - |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | - | - | - | - | - | - | - |
| Délégations Spéciales | | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | - | - | - | - | - | - | - |
| 43 | Taxes Communales | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des paiements directs | | 2,573,826 | (673,326) | 1,900,500 | 383,469 | - | 383,469 | 1,517,031 |

| | | | | |
|--------------------------------------|----------|-----|-----------------|------------|
| Nom de l'entité | TdE | | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 950153 J | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 33 | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Eau | Production (M3) | 20,505,122 |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Diff. Final |
|-------|---|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------|--------------------|------------------|
| | | Initial | Ajust. | Final | Initial | Ajust. | Final | |
| | Direction Générale des Impôts (DGI) | | | | | | | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) | 40,000,000 | | 40,000,000 | 40,000,000 | | 40,000,000 | - |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | - | | - | | | - | - |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) | - | | - | | | - | - |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | 2,360,432 | | 2,360,432 | 159,437 | | 159,437 | 2,200,995 |
| 5 | Taxes Foncières | - | | - | | | - | - |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 58,750,490 | 254,170,990 | 312,921,480 | 312,921,480 | | 312,921,480 | - |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | 95,693,630 | | 95,693,630 | 95,693,630 | | 95,693,630 | - |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | 1,091,250 | 1,067,200 | 2,158,450 | 2,158,450 | | 2,158,450 | - |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | 209,425,379 | 8,723,339 | 218,148,718 | 218,148,718 | | 218,148,718 | - |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | - | | - | | | - | - |
| 11 | Prélèvement BIC-IRPP (Retenue à la source) | - | | - | | | - | - |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | - | | - | | | - | - |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | - | 24,333,549 | 24,333,549 | 24,333,549 | | 24,333,549 | - |
| | Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | | | - | | | - | - |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | | | - | | | - | - |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | | | - | | | - | - |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | | | - | | | - | - |
| 18 | Taxe de péage | | | - | | | - | - |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | | | - | | | - | - |
| 20 | Timbre douanier | | | - | | | - | - |
| 21 | Carte et vignette | | | - | | | - | - |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | | | - | | | - | - |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | | | - | | | - | - |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | | | - | | | - | - |
| 25 | Produit des crédits en douane | | | - | | | - | - |
| 26 | Remises | | | - | | | - | - |
| 27 | Entrepôts fictifs | | | - | | | - | - |
| 28 | Frais d'enregistrement | | | - | | | - | - |
| 29 | Pénalités douanières | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGM/G) | | | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | | | - | | | - | - |
| 31 | Redevances Superficiaires | | | - | | | - | - |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | | | - | | | - | - |
| 33 | Dividendes | | | - | | | - | - |
| | Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | | | - | | | - | - |
| 35 | Bonus de signature | | | - | | | - | - |
| 36 | Bonus de production | | | - | | | - | - |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | | | - | | | - | - |
| | Direction de l'Environnement (DE) | | | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | | | - | | | - | - |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | | | - | | | - | - |
| | Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | | | - | | | - | - |
| | Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | 248,401,171 | 34,891,408 | 283,292,579 | 283,292,579 | | 283,292,579 | - |
| | Délégations Spéciales | | | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | 1,300,000 | | 1,300,000 | | | | 1,300,000 |
| 43 | Taxes Communales | 242,000 | | 242,000 | | | | 242,000 |
| | Total des paiements directs | 657,264,352 | 323,186,486 | 980,450,838 | 976,707,843 | - | 976,707,843 | 3,742,995 |

Annexe 5 : Tableaux des contributions volontaires déclarées par les sociétés extractives

Détail des contributions volontaires par nature

En FCFA

| Nature/Société Extractive | SNPT | WACEM | Horizon Oxygène Clever Sarl | ENCOTRA | Total |
|--|----------------------|-------------------|-----------------------------------|------------------|----------------------|
| Travaux d'infrastructures | 103,651,437 | 3,000,000 | 12,100,000 | - | 118,751,437 |
| Dons et subventions pour les collectivités locales | 1,000,000,000 | 23,720,000 | 1,950,000 | 6,670,000 | 1,032,340,000 |
| | 1,103,651,437 | 26,720,000 | 14,050,000 | 6,670,000 | 1,151,091,437 |

Détail des contributions volontaires par bénéficiaire

En FCFA

| Nature/Société Extractive | SNPT | WACEM | Horizon Oxygène Clever Sarl | ENCOTRA | Total |
|---|----------------------|-------------------|-----------------------------------|------------------|----------------------|
| Electrification de KPEME | 24,083,118 | - | - | - | 24,083,118 |
| Bâtiment Scolaire a KPEME | 79,568,319 | - | - | - | 79,568,319 |
| Fonds Spécial d'Electrification | 1,000,000,000 | - | - | - | 1,000,000,000 |
| Ministère des Travaux Publics | - | 3,000,000 | - | - | 3,000,000 |
| Comité de Mobilisation des Fonds - FTF | - | 6,000,000 | - | - | 6,000,000 |
| Ministère des Sports | - | 5,000,000 | - | - | 5,000,000 |
| Comité MISS TOGO | - | 5,000,000 | - | - | 5,000,000 |
| Direction de Police Nationale | - | 1,000,000 | - | - | 1,000,000 |
| Mairie de Tabligbo | - | 1,500,000 | - | - | 1,500,000 |
| A.R.S.E | - | 2,000,000 | - | - | 2,000,000 |
| Association Gododo | - | 1,000,000 | - | - | 1,000,000 |
| Meilleurs élèves de la préfecture de Yoto | - | 1,420,000 | - | - | 1,420,000 |
| Communauté riveraine Agomé-Tomégbé | - | - | 12,100,000 | - | 12,100,000 |
| Agbelouve | - | - | - | 6,670,000 | 6,670,000 |
| Autres Bénéficiaires | - | 800,000 | 1,950,000 | - | 2,750,000 |
| | 1,103,651,437 | 26,720,000 | 14,050,000 | 6,670,000 | 1,151,091,437 |

Annexe 6 : Tableau des avis de certification des formulaires de déclaration

| Entité | Entité de certification (d'audit) | Avis de certification (d'audit) | Commentaires |
|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|---|
| SNPT | Cabinet KEKAR | Sans Reserve | - |
| WACEM | Cabinet FICAO | Sans Reserve | - |
| MM Mining | Cabinet SAFECO Sarl | Sans Reserve | - |
| G&B African Ressources | Cabinet Temi Consulting | Sans Reserve | - |
| RRCC | Cabinet Temi Consulting | Sans Reserve | - |
| ENI TOGO | Ernst & Young Accountants LLP | Sans Reserve | - |
| Voltic | Cabinet Expert Associés | Avec réserve | Des réserves d'un montant total 28,4 MFCFA ont été émises provenant principalement de la rubrique Droits de Douane qui se trouve majorée de ce montant. Ces réserves n'ont pas été pris en compte dans le cadre des travaux de réconciliation en raison de la soumission tardive du formulaire certifié. |
| CNSS | Cabinet FICAO | Sans Reserve | - |

Annexe 7 : Formulaire de déclaration ITIE Togo 2010

République Togolaise
Travail - Liberté - Patrie

FORMULAIRE DE DECLARATION (Paiements / Recettes)
Période couverte 1^{er} janvier au 31 décembre 2010



| | | | |
|--|----|----------|--|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) | | | |
| Numéro d'identification Fiscal | | | |
| Numéro employeur (CNSS) | | | |
| Type de produit extrait | 1. | Qté en | |
| | 2. | Qté en | |
| | 3. | Qté en | |
| Formulaire préparé par | | Fonction | |
| Adresse email | | Tél. | |

| Réf | Nomenclature des flux | Payé à | Paiements / Recettes (*) | | Commentaires |
|--|---|-------------|--------------------------|-----|--------------|
| | | | FCFA | USD | |
| Direction Générale des Impôts (DGI) | | | | | |
| 1 | Impôt Minimum Forfaitaire (MF) | DGI | | | |
| 2 | Impôt sur les Sociétés (IS) | DGI | | | |
| 3 | Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (RCM) | DGI | | | |
| 4 | Taxe professionnelle (TP) | DGI | | | |
| 5 | Taxes Foncières | DGI | | | |
| 6 | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (RPP) | DGI | | | |
| 7 | Taxes sur Salaires (TS) | DGI | | | |
| 8 | Taxes Complémentaires sur Salaire (TCS) | DGI | | | |
| 9 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | DGI | | | |
| 10 | Droit d'Enregistrement et du Timbre | DGI | | | |
| 11 | Prélèvement BIC- RPP (Retenue à la source) | DGI | | | |
| 12 | Droits de consommation/Droit d'assise | DGI | | | |
| 13 | Redressements fiscaux et pénalités payés à la DGI | DGI | | | |
| Direction Générale des Douanes (DGD) | | | | | |
| 14 | Droits de Douanes (DD) | DGD | | | |
| 15 | Redevances Statistiques (RS) | DGD | | | |
| 16 | Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) | DGD | | | |
| 17 | Prélèvement Communautaire (PC) | DGD | | | |
| 18 | Taxe de péage | DGD | | | |
| 19 | Redevance Informatique (RI) | DGD | | | |
| 20 | Timbre douanier | DGD | | | |
| 21 | Carte et vignette | DGD | | | |
| 22 | Taxe de protection des infrastructures | DGD | | | |
| 23 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | DGD | | | |
| 24 | Produit des obligations cautionnées | DGD | | | |
| 25 | Produit des crédits en douane | DGD | | | |
| 26 | Remises | DGD | | | |
| 27 | Entrepôts fictifs | DGD | | | |
| 28 | Frais d'enregistrement | DGD | | | |
| 29 | Pénalités douanières | DGD | | | |
| Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) | | | | | |
| 30 | Droits Fixes | DGMG | | | |
| 31 | Redevances Superficières | DGMG | | | |
| 32 | Redevances Minières (Royalties) | DGMG | | | |
| 33 | Dividendes | DGMG | | | |
| Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) | | | | | |
| 34 | Redevance proportionnelle à la production | DGH | | | |
| 35 | Bonus de signature | DGH | | | |
| 36 | Bonus de production | DGH | | | |
| 37 | Prélèvement pétrolier additionnel | DGH | | | |
| Direction de l'Environnement (DE) | | | | | |
| 38 | Taxe sur la délivrance de conformité environnementale | DE | | | |
| 39 | Certificat de régularisation environnementale | DE | | | |
| Togolaise des Eaux (TdE) | | | | | |
| 40 | Taxe de prélèvement d'eau dans la nappe | TdE | | | |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) | | | | | |
| 41 | Cotisations CNSS | CNSS | | | |
| Délégations Spéciales | | | | | |
| 42 | Taxes préfectorales | Préfectures | | | |
| 43 | Taxes Communales | Communes | | | |
| Sous-total des paiements directs | | | - | - | |
| Contributions volontaires | | | | | |
| 44 | Travaux d'infrastructures | | | | |
| 45 | Dons et subventions pour les collectivités locales | | | | |
| 46 | Autres contributions en nature | | | | |
| Sous-total des contributions volontaires | | | - | - | |
| Total Général | | | - | - | |

(*) Les montants mentionnés au niveau des paiements/recettes doivent être conformes aux totaux par taxe dans le tableau du détail des paiements ou contribution.

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables. Je confirme particulièrement que:

1. Les informations relatives aux montants payés/perçus sont complètes et ont été fidèlement extraites des données comptables de l'entité;
2. Tous les montants payés/perçus sont appuyés par des quittances authentiques et sont appuyés par des pièces justificatives probantes;
3. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues avant le 1 janvier 2010 ou après le 31 décembre 2010;
4. La classification des montants payés/perçus est correcte au niveau des différentes taxes;
5. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues pour le compte d'autres entités;
6. Les montants déclarés sont exclusivement liés à des sommes payées/perçues par l'entité;
7. Les comptes de l'entité ont été audités selon les normes internationales et aucune réserve à caractère fiscal et social n'a été émise.

Nom _____

Position _____

Signature et cachet _____

Nous attachons à cette déclaration le détail des taxes payées/perçues (voir détail des taxes joint)

Certification d'audit

Je soussigné, auditeur externe, certifie avoir examiné la présente déclaration de l'entité déclarante et je confirme que j'ai vérifié la fiabilité et l'exactitude des données de paiement incluses dans la présente déclaration et atteste qu'elles sont conformes aux données comptables de l'entité.

Sur la base de cet examen nous certifions que nous n'avons pas relevé d'anomalies pouvant remettre en cause la fiabilité et l'exactitude des informations divulguées dans la présente déclaration.

Nom _____

Adresse _____

Position _____

Nom du cabinet / structure d'audit _____

Signature et cachet _____

Annexe 8 : Personnes contactées ou concernées par la réconciliation**Réconciliateur – Moore Stephens LLP**

| | |
|---------------------|----------------------------------|
| Paul STOCKTON | Associé |
| Ben TOORABALLY | Directeur de Mission |
| Radhouane BOUZAIANE | Senior Manager / Chef de Mission |
| Karim LOURIMI | Auditeur Senior |
| Karim GHEZAIEL | Auditeur Senior |

Sécretariat Technique ITIE

| | |
|--|--|
| Koukou Didier AGBEMADON | Coordinateur National ITIE Togo |
| Michael Koffi Séwonou AMEKUDZI | Chef de Cellule Administration et Renforcement des Capacités |
| Judith Biféi KOMBATE | Chef de Cellule Collecte et Traitement des Données |
| Parfait Mensah Kwami Kumah DZIVENOU | Chef de Cellule Information et Communication |

Ministere des Mines et de l'Energie

| | |
|------------------|--|
| Dammipi NOUPOKOU | Ministre des Mines et de l'Energie et Président du Comité de Pilotage ITIE |
|------------------|--|

Présidence de la République

| | |
|--------------|--|
| Patrick TEVI | Expert en charge de l'appui à la promotion de l'investissement au Togo |
|--------------|--|

Cour des Comptes

| | |
|-----------------|-------------------|
| Tankpadja LALLE | Premier Président |
|-----------------|-------------------|

Ministere de l'Economie et des Finances

| | |
|-------------------|--|
| Badawasso T.GNARO | Secrétaire Général et Vice Président du Comité de Pilotage |
| Kodjo ADEDZE | Directeur Général (Direction Générale des Douane) |

Sociétés Extractives

| | |
|----------------------------|-------------------------------------|
| Michel KEZIE | Directeur Général- SNPT |
| Boniface Kassegh'han YANNA | Directeur Financier & Comptale SNPT |
| Rajesh RUPANI | Administrateur Général MM Mining |
| Hervé K. MENSAH | Administrateur – Scantogo Mines |
| N.PANKAJ | Administrateur Général – WACEM |

Institutions Internationales

| | |
|-----------------------|---|
| Yemdaogo TOUGMA | Economiste - Banque Mondiale |
| Paola GOSPARINI | Macroéconomiste - Délégation de l'Union Européenne au Togo |
| Guido CARRARA | Premier Conseiller - Délégation de l'Union Européenne au Togo |
| Carpophore NTAGUNGIRA | Economiste Principal – BAD Togo |